



QUELLES SONT LES CONSEQUENCES DU CONFLIT TCHETCHENE SUR LA RUSSIE ?



Mémoire de géopolitique
du Chef d'escadron Loïc LEPETZ

dans le cadre du séminaire « La géopolitique sur la Russie »

Directrice: Isabelle FACON

Chargée de recherche à la Fondation pour la Recherche
Stratégique

Mars 2006

Quelles sont les conséquences du conflit tchéchène sur la Russie ?

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE : LES CONSEQUENCES POLITIQUES, GEOPOLITIQUES ET DIPLOMATIQUES DES CONFLITS

LA TCHETCHENIE : ENJEU POLITIQUE POUR POUTINE

LE CONFLIT TCHETCHENE : UN RISQUE D'EFFET DOMINO POUR LA REGION

LES CONSEQUENCES DIPLOMATIQUES

DEUXIEME PARTIE : LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET SOCIETALES

UNE GUERRE COÛTEUSE

LES CONSEQUENCES SOCIETALES

CONCLUSION

ANNEXE 1



ANNEXE 2



ANNEXE 3



ANNEXE 4



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- AFANASSIEV Youri, *De la Russie. Les enjeux actuels*, traduit du russe par Alexis Berelowitch, Fayard, 2002.
- POLITKOVSKAIA Anna, *Tchéchénie, le déshonneur russe*, Paris, Gallimard, 2003.
- THUAL François, *Géopolitique des Caucases*. Ellipses, Paris, 2004.
- AVIOUTSKII Viatcheslav, *Géopolitique du Caucase*, Paris, Armand Colin, 2005.
- KALIKA Arnaud, *La Russie en guerre, mythes et réalités tchéchènes*. Ellipses, Paris, 2005.
- BLANC Hélène, *T comme Tchéchénie*. Ginkgo éditeur, 2005

OUVRAGES COLLECTIFS

- BRUNOT Patrick, AVIOUTSKII Viatcheslav, *La Tchéchénie*, PUF, Que sais-je? 1998
- ECKERT Denis, KOLOSSOV Vladimir, *la Russie*. Domino Flammarion, 1999.
- ENCEL Frédéric, GUEZ Olivier, *La grande alliance, de la Tchéchénie à l'Irak : un nouvel ordre mondial*, Flammarion, Paris, 2003.
- FAVAREL-GARRIGUES Gilles, ROUSSELET Kathy, *La société russe en quête d'ordre avec Vladimir Poutine ?* Autrement, Paris, 2004.
- LE HUEROU Anne, MERLIN Aude, REGAMEY Amandine, SERRANO Silvia, *Tchéchénie : une affaire intérieure ? Russes et Tchéchènes dans l'étau de la guerre*, Paris, Autrement, 2005.
- BALENCIE Jean-Marc, de la GRANGE Arnaud, *Les nouveaux mondes rebelles. Conflits, terrorisme et contestations*, Michalon, Paris, 2005.

ARTICLES ET CONTRIBUTIONS

- MALACHENKO Alekseï, *La russie dans le Caucase du Nord, toujours pas de stratégie*, traduit du russe par Isabelle FACON
- Le Courrier du Caucase
- Caucaz.com
- Amnesty International
- Ria Novosti
- Le Monde

ENTRETIENS

- Entretien avec Arnaud KALIKA
- Entretien avec Charles DENIER (ministère français des affaires étrangères)
- Entretien avec Arnaud MIGOUX (secrétariat général de la défense nationale)

Chronologie

1991

Août: l'ex-général de l'Armée rouge Djokhar Doudaïev prend position pour Boris Eltsine lors de la tentative de coup d'Etat du 19 août à Moscou, qui sonnera le glas de l'URSS. Le 21, à la suite de la démission du premier secrétaire du Parti communiste local, profitant du désordre à Moscou, il prend le pouvoir dans la République de Tchétchéno-Ingouchie.

Septembre: les Ingouches se séparent des Tchétchènes et fondent une République d'Ingouchie.

Octobre: Djokhar Doudaïev remporte l'élection présidentielle qu'il vient d'organiser. Moscou déclare ce scrutin illégal.

Novembre: Djokhar Doudaïev déclare l'indépendance de la Tchétchénie. Boris Eltsine instaure l'état d'urgence et envoie des troupes dans la capitale. Elles se retirent au bout de 3 jours face à la très forte résistance tchétchène.

1992-1994

Dérive autoritaire et mafieuse du régime Doudaïev. Différents clans d'opposants tchétchènes prennent les armes contre le gouvernement, soutenus, pour certains d'entre eux, par les services secrets russes.

Mars 1992: les Tchétchènes refusent de signer le Traité de la Fédération de Russie, qui cimenterait les relations entre la Russie et ses provinces.

Novembre 1994: tentative de coup de force contre Doudaïev, par des Tchétchènes appuyés par des soldats russes engagés par le FSK.

Décembre 1994: Moscou envoie une force de 30 000 hommes pour remettre au pas la province rebelle.

1995

Janvier: l'armée russe pénètre dans la capitale, Grozny, après l'avoir massivement bombardée. 400 000 personnes fuient les combats, qui auraient fait près de 5 000 victimes parmi les soldats russes et environ 25 000 morts parmi les Tchétchènes, pour l'essentiel des civils. La guerre s'étend alors aux autres villes tchétchènes, qui tombent les unes après les autres, toujours après d'intenses pilonnages.

Juin: prise d'otages à l'hôpital de Boudenovsk par les hommes du chef militaire tchétchène Chamil Bassaïev. Elle fait 150 morts.

Juillet: affaiblis, les rebelles tchétchènes acceptent de signer un cessez-le-feu.

Décembre: les Tchétchènes reprennent une guerre de guérilla contre les forces russes.

1996

Janvier: la prise d'otages de Kizliar fait entre 50 et 150 morts.

Mars: les Tchétchènes reprennent provisoirement Grozny.

Avril: Djokhar Doudaïev, localisé dans son refuge par le biais de son téléphone portable, périt, touché par un missile russe.

Mai: incapable de venir à bout de la résistance, Boris Eltsine, à l'approche de l'élection présidentielle (juin), négocie un cessez-le-feu.

Juillet: l'armée russe relance les opérations militaires.

Août: les Tchétchènes reprennent Grozny le 6, après de violents combats. D'autres villes sont assiégées. Alexandre Lebed, nommé secrétaire du Conseil de sécurité en juin, est envoyé sur place avec des pouvoirs «élargis». Il négocie l'arrêt des combats en échange du retrait des troupes russes. Un accord de paix est signé le 31 août. Le conflit a fait entre 80 000 et 100 000 morts; la province est dévastée.

1997-1999

Le modéré Aslan Maskhadov remporte en janvier 1997 les élections tenues sous l'égide de l'OSCE. Mais il ne parvient pas à maintenir l'ordre dans la province, toujours sous la coupe de différents chefs de clans. Des mouvements fondamentalistes prospèrent.

1999

7 août: début d'une rébellion armée au Daghestan, dirigée par le chef de guerre tchéchène Chamil Bassaïev et le «commandant» d'origine saoudienne Habib Abd Ar-Rahman Khattab installé en Tchétchénie.

15 août: Aslan Maskhadov décrète l'état d'urgence.

25/26 août: l'aviation russe bombarde plusieurs camps islamistes en Tchétchénie.

5 septembre: 2 000 rebelles islamistes, venus de Tchétchénie, entrent à nouveau au Daguestan, où ils occupent sept localités.

11 septembre: le président Maskhadov décrète la mobilisation générale.

18 septembre: 20 000 à 30 000 militaires russes sont massés aux abords de la Tchétchénie. Officiellement, les Russes veulent en finir avec les «terroristes» tchéchènes. Moscou accuse ces derniers d'avoir commandité les attentats qui ont fait près de 300 morts en Russie en août et septembre.

23 septembre: début des bombardements de la Tchétchénie par les forces russes.

1er octobre: les troupes russes pénètrent en Tchétchénie. Le Kremlin ne reconnaît plus la légitimité d'Aslan Maskhadov. Moscou annonce que plus de 160 000 civils ont fui la République rebelle.

18 octobre: les troupes russes entrent dans les faubourgs de Grozny.

20 octobre: les ministres du G8 (les sept pays les plus industrialisés plus la Russie), réunis à Moscou pour un sommet consacré à la lutte contre la criminalité, ne font aucune mention du conflit en cours dans leur communiqué final.

21 octobre: des missiles russes tirés sur Grozny font plusieurs dizaines de morts dans un marché et une maternité situés au cœur de la ville.

11 novembre: le CICR annonce le retrait de son personnel de Grozny vers l'Ingouchie, pour des raisons de sécurité.

12 novembre: les troupes russes s'emparent de Goudermès, deuxième ville de la province.

Elles entrent le lendemain dans la ville de Bamout. Le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov, refuse l'offre de médiation politique de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) faite par son président en exercice, le Norvégien Knut Vollebaek.

1er décembre: les autorités ingouches chiffrent à 230 000 le nombre de réfugiés tchétchènes se trouvant en Ingouchie (qui compte 350 000 habitants). La population tchétchène était d'environ 750 000 habitants avant le début de l'offensive russe.

6 décembre: les forces russes, qui encerclent Grozny, lancent un ultimatum exigeant la reddition et l'évacuation de la population de la ville avant le 11 décembre.

14 décembre: les forces russes pénètrent dans les faubourgs de Grozny, et prennent Chali, dernière ville importante aux mains des Tchétchènes.

25 décembre: les troupes russes lancent l'assaut contre Grozny.

2000

7 janvier: un général russe annonce une «suspension» des opérations contre Grozny, officiellement pour protéger les civils, mais cette annonce intervient alors que les Russes subissent de sérieux revers et que leurs pertes augmentent.

10 janvier: le ministre de la Défense annonce la fin de la trêve en raison des contre-attaques des combattants tchétchènes dans plusieurs localités.

16 janvier: l'Union des mères de soldats russes estime qu'au moins 3 000 soldats russes (six fois plus que le bilan officiel) ont été tués depuis le début du conflit, et que 6 000 autres auraient été blessés.

1er février: les forces tchétchènes annoncent l'abandon de Grozny. Environ 2 000 combattants auraient quitté la ville.

6 février: le président russe par intérim, Vladimir Poutine, annonce que «l'opération de libération de Grozny est terminée».

29 février: Chatoï, dernière ville tenue par les indépendantistes, tombe aux mains des forces russes. Libération d'Andreï Babitski, enlevé un mois et demi auparavant. Il est l'un des rares journalistes russes à avoir témoigné des atrocités commises par les forces russes.

20 avril: Aslan Maskhadov propose un plan de paix à la Russie, qui est rejeté par Moscou.

8 juin: le président russe place la Tchétchénie sous administration présidentielle directe.

12 juin: Vladimir Poutine nomme le mufti pro-russe Akhmad Kadyrov à la tête de l'administration de la république. Le photographe français Brice Fleutiaux, otage en Tchétchénie depuis le 1er octobre 1999, est libéré par les Russes.

Juillet: une série d'attentats suicides contre les troupes russes fait, en une semaine, 33 morts selon le Kremlin, plus de 500 selon des sources tchéchènes.

20 août: lors d'une élection législative organisée par Moscou, les Tchétchènes envoient Aslambek Aslakhonov à la Douma (chambre basse du parlement russe). La Tchétchénie, qui a un siège à la Douma, n'avait pas participé le 19 décembre 1999 aux élections législatives russes, en raison des combats qui se déroulaient alors dans la république rebelle.

30 août: Vladimir Poutine refuse une nouvelle offre de négociation avec le président indépendantiste Aslan Maskhadov, transmise par le député récemment élu à la Douma fédérale, Aslambek Aslakhonov.

5 octobre: le numéro deux de l'état-major, le général Valéri Manilov, annonce que les forces russes ont perdu 2 472 soldats en Tchétchénie depuis le début du second conflit. D'après l'Association des mères de soldats, les pertes réelles de l'armée russe seraient au moins deux fois plus importantes. Selon le président indépendantiste Aslan Maskhadov, 2 500 combattants rebelles et 45 000 civils ont également péri en un an de guerre. Les affrontements ont par ailleurs provoqué l'exil de plus de 250 000 personnes.

12 octobre: un attentat à la voiture piégée contre un commissariat de Grozny fait 15 morts.

9 décembre: un attentat devant la mosquée d'Alkhan-Iourt, une localité située à 10 km au sud-ouest de la capitale Grozny, fait 21 morts.

2001

19 janvier: l'administration pro-russe forme un gouvernement dirigé par Stanislav Iliassov.

22 janvier: Vladimir Poutine confie aux services de sécurité (FSB, ex-KGB) la direction de l'opération anti-terroriste en Tchétchénie et annonce un retrait partiel des forces militaires de la province.

27 février: un charnier de 60 corps est découvert à proximité du quartier général des forces russes dans la banlieue de Grozny.

24 mars: trois explosions à la voiture piégée font 23 morts et plus de 140 blessés dans le Caucase russe.

16 mai: l'armée annonce que 3 096 membres des forces fédérales en Tchétchénie ont été tués

depuis le début de l'opération militaire en octobre 1999.

Juin: l'OSCE rouvre son bureau en Tchétchénie. Celui-ci avait été fermé en décembre 1998, en raison de la détérioration des conditions de sécurité.

Décembre: la Russie obtient que le mandat de l'OSCE en Tchétchénie soit valable jusqu'au 31 décembre 2002, alors que celui-ci avait, depuis 1995, une durée indéterminée.

L'organisation russe de défense des droits de l'homme « Memorial » dénonce la détérioration de la situation en Tchétchénie où la population civile subit, selon elle, les exactions d'«escadrons de la mort» et de soldats russes devenus «incontrôlables».

2002

Janvier: l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe renonce à condamner Moscou.

19 avril: mort du chef de file des combattants islamistes Ibn al Khattab.

19 août: un hélicoptère militaire de transport est abattu par un tir de missile rebelle, à proximité du quartier général des forces russes de Khankala, dans la banlieue de Grozny, faisant 12 victimes.

Octobre:

11: un attentat à l'explosif contre un commissariat de police à Grozny fait 24 morts parmi les policiers tchéchènes prorusses.

23: un commando d'une cinquantaine de rebelles tchéchènes prend le contrôle d'un théâtre à Moscou. Les assaillants donnent sept jours aux autorités russes pour décider d'un arrêt des hostilités en Tchétchénie et entamer un retrait de leurs troupes, sous peine de faire sauter le théâtre avec plus de 700 otages.

26: les forces spéciales russes prennent d'assaut le théâtre. Le gaz employé pour neutraliser les rebelles fait au moins 119 victimes parmi les otages. Les membres du commando tchéchène sont abattus.

Décembre:

27: deux véhicules explosent devant le siège du gouvernement pro-russe à Grozny, faisant plus de 80 morts.

31: le colonel russe Iouri Boudanov, jugé par un tribunal militaire pour le meurtre d'une jeune Tchétchène en mars 2000, est reconnu irresponsable et est interné en hôpital psychiatrique. Le parquet fait appel.

2003

26 février: le Procureur de la république Vladimir Kravtchenko déclare que 1 660 civils, militaires et policiers sont portés disparus depuis le début de l'intervention des troupes russes en octobre 1999.

9 avril: début du nouveau procès du colonel Boudanov.

12-15 mai: deux attentats suicide font respectivement 59 morts à Znamenskoïe, dans le nord de la Tchétchénie, et 30 morts à Ilaskhan-Iourt, à l'Est de Grozny.

5 juin: 19 personnes périssent dans un attentat suicide perpétré par une femme kamikaze contre un autobus, à Mozdok, en Ossétie du Nord (Caucase russe).

6 juin: la Douma donne son feu vert à une amnistie des Tchétchènes qui déposeraient les armes avant le 1er septembre.

3 juillet: Vladimir Poutine signe un décret prévoyant, à partir du 1er septembre, le transfert de la direction des opérations en Tchétchénie des services spéciaux (FSB) au Ministère de l'Intérieur.

4 juillet: le Kremlin annonce la tenue, le 5 octobre, d'une élection à la présidence de la république de Tchétchénie.

5 juillet: treize personnes sont tuées à Moscou lors d'un double attentat suicide perpétré au cours d'un festival de rock.

25 juillet: le colonel Boudanov est condamné à dix ans de prison pour le meurtre d'une jeune Tchétchène. Il avait été jugé irresponsable lors de son premier procès, en décembre 2002.

1er août: un attentat-suicide, revendiqué par Chamil Bassaïev, contre l'hôpital militaire de Mozdok (Ossétie du Nord) fait 50 morts.

25 septembre: la Cour suprême de Russie annule la candidature de l'homme d'affaires Malik Saïdoullaïev à l'élection présidentielle. Avant lui, les autres concurrents crédibles du chef de l'administration tchétchène pro-russe, Akhmad Kadyrov, s'étaient d'eux-mêmes tous retirés de la course.

5 octobre: Akhmad Kadyrov remporte la présidentielle avec plus de 80% des voix.

5 et 9 décembre: deux attentats-suicide, l'un contre un train dans le sud-ouest de la Russie (46 morts), l'autre à Moscou (6 morts, dont le kamikaze) visant sans doute la Douma, sont revendiqués par Chamil Bassaïev.

2004

6 février: un attentat à l'explosif dans le métro de Moscou, revendiqué par un groupe radical tchétchène inconnu, fait au moins 41 morts.

13 février: assassinat au Qatar du dirigeant indépendantiste Zelimkhan Iandarbiev, ancien président tchétchène par intérim. Deux agents russes sont arrêtés et inculpés pour cet attentat à l'explosif.

9 mai: le président pro-russe Akhmad Kadyrov est tué dans un attentat perpétré dans un stade, à l'occasion du défilé militaire pour l'anniversaire de la victoire contre l'Allemagne nazie.

4 août: un double attentat à l'explosif détruit en vol deux avions de ligne russes, tuant 90 personnes. L'action est revendiquée par un groupe islamique, «les Brigades Islambouli», qui affirme soutenir les séparatistes tchétchènes.

30 août: Alou Alkhanov, le candidat soutenu par le Kremlin, emporte l'élection présidentielle tchétchène avec 73% des voix. Il succède à Akhmad Kadyrov, tué dans un attentat le 9 mai.

31 août: neuf personnes sont tuées devant une station de métro à Moscou dans un attentat attribué à une femme kamikaze.

1er septembre: une prise d'otage dans une école à Beslan, en Ossétie du Nord par un groupe armé, composé de Tchétchènes, Ingouches et d'un Ossète, se solde par plus de 344 victimes. La prise d'otage est revendiquée par Chamil Bassaïev.

Condamnation d'Aslan Mashkadov : « nous ne devons pas faire la guerre aux femmes et aux enfants. Les tchétchènes qui participent à de telles actions se mettent sur le même plan que les soldats russes coupables d'exactions contre les civils tchétchènes ».

2005

8 mars: le président indépendantiste Aslan Maskhadov est tué le jour de la fête de la femme par une opération commando russe. Les indépendantistes choisissent Abdoul Khalim Sadoulaev pour lui succéder.

Août: le gouvernement indépendantiste nomme Chamil Bassaïev vice-premier ministre.

12 octobre: un commando lance l'assaut contre les bâtiments des forces de l'ordre à Naltchik, dans la capitale de la Kabardino-Balkarie, à une centaine de kilomètres de la Tchétchénie. Chamil Bassaev, revendique la direction générale des combats, qui font plus de 130 morts.

27 novembre: élections législatives. Le parti pro-Kremlin Edinaïa Rossia remporte la majorité des sièges dans ce que les ONG ont dénoncé comme une parodie d'élection.

Décembre: plusieurs dizaines d'enfants de deux villages de Tchétchénie sont hospitalisés à la suite d'une mystérieuse intoxication.

13 décembre: la Commission européenne annonce l'octroi de 6 millions d'euros pour aider les populations vulnérables et les personnes déplacées dans les républiques caucasiennes russes de Tchétchénie, du Daguestan et de l'Ingouchie.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	19
I. PREMIERE PARTIE : LES CONSEQUENCES POLITIQUES, GEOPOLITIQUES ET DIPLOMATIQUES DES CONFLITS	21
A. La Tchétchénie : enjeu politique pour Poutine	21
1. Une affaire personnelle avant tout.	21
2. Une « affaire intérieure » qui s’inscrit dans une politique plus large de renforcement de l’autorité de l’Etat.	22
a) La dictature de la loi	22
b) Une conjoncture favorable pour Poutine	22
c) Une déconcentration centralisée des pouvoirs	23
d) Une autorité judiciaire aux ordres du chef de l’Etat	24
e) Des médias maîtrisés, contrôlés, asservis...	24
3. La démocratie russe de plus en plus mise à mal	25
a) Des droits de l’homme à la mode russe	25
b) La lutte contre les organisations humanitaires	26
c) Une dissidence muselée et contrôlée	27
d) La Tchétchénie comme reflet de la société russe ?	28
e) La démocratie reportée aux calendes grecques... Un retour vers le passé.	28
B. Le conflit tchétchène : un risque d’effet domino pour la région	29
1. Des tentatives avérées de déstabilisation du Caucase	29
a) Le danger des Djamaats	29
b) Vers une caucasisation ?	30
2. Un scénario tchétchène néanmoins peu probable dans le reste de la région	30
C. Les conséquences diplomatiques	32
1. La Russie, la Tchétchénie et la communauté internationale	32
a) L’occident	32
b) Le monde musulman	34
c) Les organisations internationales	36
D. Un Caucase tout entier sans avenir	37
1. Une région qui cumule les déficiences	37
2. Une région qui cumule de multiples facteurs de déstabilisation	38
II. DEUXIEME PARTIE : DES CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET SOCIETALES DESASTREUSES	39
A. Une guerre coûteuse	39
1. Une catastrophe humaine, un gouffre financier	39
2. Une reconstruction de la Tchétchénie qui tarde, qui nuit à une vraie normalisation	39
B. Les conséquences sociétales	40
1. Des violences qui ternissent l’image autrefois glorieuse de l’armée russe	40
2. Une guerre qui exacerbe les nationalismes et les rancoeurs	42
3. Une société russe plus xénophobe	42
4. La désespérance de la population tchétchène	44
5. La radicalisation de certains mouvements rebelles.	44
C. Une guerre qui banalise la violence dans la société russe	46
1. Le culte du passé	46
2. Une société russe sans repère	47
CONCLUSION	48

INTRODUCTION

Dans l'archipel du goulag, Soljenitsyne écrivait : derrière les barbelés, « il est une nation sur laquelle la psychologie de la soumission resta sans aucun effet ; pas des individus isolés, des rebelles, non : la nation toute entière. Ce sont les Tchétchènes. Nous avons vu déjà leur attitude vis-à-vis des évadés des camps. Nous avons vu comment, seuls parmi tous les relégués... Ils essayèrent de soutenir l'insurrection de Kenguir¹... Jamais, nulle part, les Tchétchènes n'ont cherché à servir les autorités, ni à leur plaire : leur attitude était toujours fière et même ouvertement hostile... Les Tchétchènes arpentent la terre kazakhe, une lueur insolente dans les yeux, ils s'ouvrent un passage à coups d'épaule et tous, les maîtres du pays comme ceux qui ne le sont pas, s'écartent respectueusement ». Ce dithyrambe du plus connu des dissidents russes de l'époque soviétique résume parfaitement ce qu'ont été et ce que sont encore les relations russo-tchétchènes, elle masque cependant le ressentiment général des russes à l'encontre des Tchétchènes, qui restent à leurs yeux des bandits, des « culs noirs », des « séparatistes ne sachant trop ce qu'ils veulent, une source continuelle d'ennuis ».

Le 11 décembre 1994, le président russe, Boris Eltsine, décide de rétablir l'ordre fédéral constitutionnel en Tchétchénie et fait donner la troupe ; il souhaite officiellement séparer les factions en lutte et officieusement, trancher à la racine toute velléité séparatiste afin de ne pas créer un précédent. Trois ans après une indépendance proclamée à la faveur de l'éclatement de l'URSS et jamais reconnue par Moscou, cette petite république du Sud de la fédération de Russie devient le théâtre d'une guerre meurtrière. Alors que le ministre russe de la défense de l'époque, pensait reprendre Grozny en deux heures avec un bataillon de parachutistes, la guerre fait entre 50 000 et 100 000 morts (la Tchétchénie perd 1/10 de sa population) ; elle prend fin en août 1996 avec l'accord de paix de Khassav-Iourt, laissant le pays en ruine.

En août 1999, après trois ans d'une indépendance en trompe-l'œil marqués par la plongée progressive dans le chaos économique et politique, la multiplication des prises d'otages et la progression de courants radicaux et mafieux contestant l'autorité du président élu démocratiquement Alan Maskhadov ; puis au mois d'août, l'incursion des deux chefs de guerre Habib Abd Ar-Rahman Khatlab et Chamil Bassaev au Daghestan, et enfin une série d'explosions meurtrières à Moscou et dans le Sud du pays, la Russie se lance dans une

¹ Les révoltes de Kenguir en mai-juin 1954 marquent un tournant dans la fin du système concentrationnaire stalinien.

nouvelle intervention militaire. Cette fois, le successeur revanchard d'Eltsine, Vladimir Poutine, promet de « buter les terroristes jusque dans les chiottes ». Plus de six ans après le début de l'opération antiterroriste, le bilan est dramatique, des dizaines de milliers de morts, des centaines de milliers de blessés, de réfugiés et un état de terreur permanent en Tchétchénie. Le conflit est dans l'impasse.

La guerre qui oppose la Fédération de Russie à la République tchétchène plonge incontestablement ses racines dans l'histoire de l'expansion de la Russie tsariste dans le Caucase au 19^e siècle. Si le passé était déjà sanglant, le présent semble confiner à l'horreur absolue où l'escalade de la violence l'emporte sur toute velléité de paix.

Au-delà des morts, des horreurs et des destructions, qui furent les premiers effets quantifiables de ce carnage extraordinaire, les dirigeants russes n'ont pas encore réellement perçu les conséquences plus diffuses et sournoises de ce conflit sur leur propre société.

Ces corollaires touchent d'abord les dirigeants politiques de la Russie qui ont fait du « cas tchétchène » un exemple pour le reste de la fédération. La Tchétchénie est clairement un enjeu majeur, un prétexte aussi, pour le président Poutine dans le cadre de ses politiques intérieure et extérieure. Et puis, elles affectent aussi et surtout la société russe elle-même ; économiquement et humainement, la guerre en Tchétchénie est coûteuse ; socialement enfin, elle désordonne les structures et le fonctionnement même de la société russe.

I. PREMIERE PARTIE : LES CONSEQUENCES POLITIQUES, GEOPOLITIQUES ET DIPLOMATIQUES DES CONFLITS

A. La Tchétchénie : enjeu politique pour Poutine

1. Une affaire personnelle avant tout.

« La tchétchénie est un sujet qui pique le Président à vif, car c'est un échec évident de sa politique »

Lev Goudkov de l'institut VTSIOM

Vladimir Poutine a été élu notamment sur la promesse d'en finir avec les indépendantistes tchétchènes, et ce dossier constitue le fondement de son ambitieux programme de reconstruction du pays.

Certains kremlinologues affirment que la deuxième guerre de Tchétchénie constitue le maillon clef de l'opération successeur (de Boris Eltsine) mise en place par l'éminence grise des cercles du pouvoir, Boris Bérézovski. L'objectif affiché du milliardaire était de ramener au Kremlin, un homme pouvant préserver l'immunité de Boris Eltsine et les intérêts de ses proches. D'après ce plan, Bérézovski aurait financé l'incursion de Chamil Bassaev, rendant indispensable une riposte rapide et énergique de la part de Poutine. Les électeurs se seraient tout naturellement tournés vers celui qui leur avait promis la sécurité. Certes, cette version des faits a été énergiquement démentie par le Kremlin. Par ailleurs, l'auteur présumé de ce projet, Boris Bérézovski, impliqué dans de multiples affaires s'est retrouvé en exil à Londres, définitivement écarté de la scène politique russe. Aucune preuve sérieuse n'a jamais été apportée pour confirmer cette thèse. Toutefois, la stabilité du régime de Poutine et la situation en Tchétchénie sont étroitement liées

La guerre en Tchétchénie fut aussi pour Poutine un élément central de la légitimation de son pouvoir, et ce d'autant plus que les attentats et l'incursion au Daghestan permettent de présenter la Russie comme une victime qui se défend face à un adversaire qui à cette fois envahi son territoire.

Une « affaire intérieure » qui s'inscrit dans une politique plus large de renforcement de l'autorité de l'Etat.

a) La dictature de la loi

Depuis 2000, Vladimir Poutine s'emploie à une entreprise de changement institutionnel qui vise à renforcer l'autorité de l'Etat. Il s'agit notamment d'imposer de nouvelles règles du jeu, fondées sur le respect par le plus grand nombre, des normes publiques, formelles et impersonnelles et des frontières qui doivent séparer le licite de l'illicite, le public du privé, l'économique du politique.

Ce projet n'a en soi rien de bien nouveau : il rappelle certains discours du général Lebed, d'Evgueni Primakov ou même de Boris Eltsine dans la seconde moitié des années 1990. Le projet politique de Vladimir Poutine comprend deux phases, dont la première est la restauration de l'Etat, un objectif crucial, la condition *sine qua non* d'une entreprise de « démocratisation » qui, du coup, est reléguée dans un avenir plus ou moins lointain. En tant que chef de l'Etat, Vladimir Poutine présente donc un projet politique qui ne vise pas à promouvoir dans le court terme un régime démocratique en Russie. Le président subordonne son attachement à la démocratie à l'urgente nécessité de rétablir l'ordre au moyen de la « dictature de la loi », selon sa propre expression.

b) Une conjoncture favorable pour Poutine

Les réformes adoptées depuis 2000 s'inscrivent indéniablement dans le cadre de ce projet et reflètent la volonté de le mettre en œuvre. Souligner cette cohérence ne revient pas à prendre pour argent comptant le dévouement à l'intérêt général que revendique Vladimir Poutine. L'offensive menée contre quelques hommes d'affaires emblématiques peut correspondre à un projet général de régulation politique et juridique du capitalisme tout en visant à transférer la gestion de certains actifs stratégiques à des entrepreneurs loyaux gravitant dans l'entourage présidentiel. Ces deux objectifs peuvent en fait parfaitement se conjuguer. En outre, rien ne permet de savoir si le chef de l'Etat parviendra à réaliser l'objectif qu'il a publiquement fixé.

L'observation des mesures adoptées depuis 2000 permet en revanche d'affirmer que Vladimir Poutine a plus de chances que son prédécesseur de réaliser son projet et ce, pour plusieurs raisons. La conjoncture économique internationale, notamment l'état du marché des

hydrocarbures, qui contribue à alimenter les caisses de l'Etat. Malgré le coût que représente la guerre en Tchétchénie, l'état du budget national permet d'envisager la mise en œuvre des réformes prévues, de verser les pensions et les salaires plus régulièrement que dans les années 90. Par ailleurs, le président jouit d'une image plutôt favorable dans les pays riches et au sein des organisations internationales. La revendication d'un éloignement de l'objectif de démocratisation ne paraît guère choquer les chefs d'Etat et les investisseurs occidentaux. Mais d'autres raisons, liées à des facteurs internes à la Russie, permettent d'envisager que le président parvienne à réaliser son projet politique. Vladimir Poutine bénéficie d'une maîtrise totale des institutions politiques fédérales et a, pour l'heure, choisi de gouverner selon des modalités qui semblent en partie renforcer le contrôle qu'il souhaite exercer sur les détenteurs du pouvoir qui contestent son autorité au sein de la société.

c) Une déconcentration centralisée des pouvoirs

Vladimir Poutine s'emploie en fait à renforcer le contrôle fédéral des exécutifs régionaux. En plus du nouveau mode de désignation des membres du conseil de la fédération qui prive les dirigeants régionaux d'un siège statutaire à Moscou, au sein d'une institution fédérale, le président Poutine détient aussi le pouvoir légal de dissoudre une douma régionale ou de révoquer un gouverneur en cas de violation de la législation fédérale. Enfin, toujours sur le plan institutionnel, la création d'un niveau complémentaire d'administration territoriale, les districts fédéraux, représente une mesure de déconcentration du pouvoir politique qui vise explicitement à mieux contrôler l'application des lois fédérales et, donc, les agissements des élites politiques régionales. Chacun des sept représentants du président dans ces districts est en charge de plusieurs sujets de la fédération de Russie. Majoritairement issus des rangs de l'armée et des services de sécurité, ils sont censés, par leur présence, renforcer la pression exercée sur les élites politiques régionales. Mais nombre d'observateurs considèrent que le manque de personnels et de moyens budgétaires empêche les représentants de réellement peser sur les affaires régionales.

d) Une autorité judiciaire aux ordres du chef de l'Etat

En outre, l'éventualité d'une offensive judiciaire contre le chef de l'Etat ou son entourage, semble peu vraisemblable. Bien qu'une importante réforme ait récemment affaibli le rôle de la *prokouratura* dans la procédure pénale et renforcé l'indépendance des juges, l'actuel procureur de la fédération de Russie, Vladimir Oustinov, demeure à la fois puissant et proche du Kremlin. Le rôle que la *prokouratura* a pu jouer dans l'offensive menée depuis 2000 contre certains oligarques est généralement interprété comme l'expression d'un vœu présidentiel. Les adversaires politiques de Poutine ne semblent plus en mesure de lancer des offensives antiprésidentielles comme celles qui ont pu être observées à la fin des années 90. Alors que l'autorité présidentielle s'affaiblissait, les adversaires de Boris Eltsine pouvaient envisager de la déstabiliser en salissant sa réputation ou celle de son entourage, au moyen de *kompromaty* relayés par les médias privés.

e) Des médias maîtrisés, contrôlés, asservis....

Mais, depuis 2000, le gouvernement russe mène une politique implacable de maîtrise de l'information, vis-à-vis des médias télévisés privés susceptibles de le desservir : renouvellement de la direction de la chaîne NTV en 2000, fermeture des chaînes privées TV6 en 2001 et TVS en 2003. Vladimir Poutine, « qui ne voulait pas subir les rotations douloureuses de la Roue rouge »¹ au travers des médias comme en 1995 s'arrogea dès le début de la seconde offensive le contrôle de l'information que s'étaient appropriés les commandants indépendantistes en 1995, dans le sillage de la spectaculaire prise d'otages réalisée par Chamil Bassaev à Boudennovsk. La Russie de Monsieur Poutine, Premier ministre puis Président, serait bien celle de la maîtrise de l'information. Dès le début du second conflit, des résolutions russes invitaient à filtrer l'information militaire en provenance du Caucase du nord. Les erreurs de la première guerre où une kyrielle de journalistes étrangers avait sillonné villes et villages et contreforts tchéchènes ne se répéteraient pas. En outre, les errements des chefs de guerre tchéchènes ou islamistes qui participèrent à l'enlèvement de centaines de personnes, en majorité des journalistes et des personnes humanitaires, jouaient en faveur d'une autocensure des médias. La guerre de l'information

¹ *La roue rouge* est une oeuvre historique de l'ancien dissident Alexandre Soljenitsyne, retraçant toute l'époque soviétique, depuis 1917 jusqu'en 1995. Cette oeuvre est un ensemble d'ouvrages, de récits en segments de durée.

gagna aussi l'Internet. Les sites tchéchènes côtoient désormais ceux du gouvernement russe ; la guerre de l'information et de la désinformation tourna à l'avantage des russes qui exploitèrent les films d'exactions tchéchènes diffusés par les chefs de guerre eux-mêmes.

Grâce à une maîtrise de l'information habilement gérée, Poutine exploita l'ensemble des fragilités laissées par le régime de Maskhadov. Les enlèvements et les trafics en tous genres avaient envoyé la république sur la voie criminelle, qualifiée après le 11 septembre 2001, de terrorisme transnational.

Comme l'a montré la campagne électorale pour les législatives de décembre 2003, cette politique, associée à un renforcement du contrôle du dispositif judiciaire, semble avoir considérablement réduit la capacité de ses adversaires à le discréditer aux yeux de la population.

2. La démocratie russe de plus en plus mise à mal

a) Des droits de l'homme à la mode russe

Les exactions en Tchétchénie s'alimentent de la remise en cause de plus en plus fréquente, par des responsables politiques, d'acquis en matière de respect des normes internationales. Ainsi, Dimitri Rogozin¹, président pendant quatre ans de la délégation russe à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et, à ce titre, interlocuteur des délégations européennes pour la Tchétchénie, aujourd'hui leader du bloc *Rodina*, considère-t-il que la Russie doit déterminer ses propres normes en matière de droits de l'homme et les mettre en œuvre pour restaurer l'ordre dans le pays. Par ailleurs, en avril 2004, la Douma a étudié une proposition de loi visant à restreindre considérablement le droit de manifestation.

La guerre en Tchétchénie n'est certes pas directement la cause ni le principal moteur de ces discours et de ces pratiques, mais, constituant un foyer important de la violence et d'impunité, elle contribue à les autoriser et, de ce fait, à les diffuser dans l'ensemble de la société.

¹ La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) vient de se déclarer très préoccupée par la récente déclaration de M. Dimitri Rogozin en faveur du rétablissement de la peine de mort en Russie. Cette déclaration montre bien une volonté délibérée de retour vers le passé.

La guerre en Tchétchénie pose également la question de l'existence de contre-pouvoirs dans la société et les institutions. Vladimir Poutine a à la fois essayé de susciter une société civile maison, en organisant un forum civique à l'automne 2001 et de diviser les mouvements de droits de l'homme, recevant certains responsables, en ignorant d'autres. Dans le même temps, il a livré les associations indépendantes à toutes sortes de tracasseries et de pressions, voire de menaces, comme cela a pu être le cas pour les associations de défense de droits de l'homme travaillant en Tchétchénie. En juin 2004, lors de son adresse au Parlement, le président Poutine s'en est pris directement aux ONG financées de l'extérieur et au service d'intérêts étrangers.

b) La lutte contre les organisations humanitaires

La lutte contre les ONG a pris un nouveau tournant au début de l'année 2006. Un film tourné en caméra cachée par le FSB, au mois de janvier de cette même année par deux chaînes publiques de télévision est venu apporter de l'eau au moulin de Poutine. On y voyait des hommes identifiés comme des diplomates britanniques, passer et repasser à côté d'une grosse pierre dans un parc moscovite. Selon un porte-parole du FSB, présenté par la télévision aux côtés d'une sorte de "météorite" bourrée d'électronique, l'occident finançait des ONG anti-russe, dont le dessein était la déstabilisation du pays. Deux de ces organisations (le Groupe d'Helsinki et le fonds Eurasie) ont été désignées à la télévision, bordereaux de paiements à l'appui. Pour la présidente d'un des deux groupes, il est clair que le gouvernement cherche à salir une organisation respectée et *« l'opinion publique est peu à peu préparée à l'idée d'une interdiction de notre organisation, ce que la loi permet désormais. »*

A *Memorial*, une association de défense des droits de l'homme, inspirée par le dissident Andreï Sakharov, les militants ne cachent pas leur inquiétude sur cette possibilité offerte à un organe gouvernementale de pouvoir vérifier de la conformité des actions menées par les associations avec leurs statuts. La nouvelle loi suppose une vérification de l'activité des ONG et de l'emploi des subventions reçues à 80 % de l'étranger. Avant même son entrée en vigueur, *Memorial*, à la pointe de la défense des libertés individuelles et de la dénonciation des crimes perpétrés par les forces russes en Tchétchénie, a connu un contrôle fiscal au printemps 2005 et s'est vu condamner à une amende de 57 000 dollars.

D'autres ONG sont en difficulté. Stanislav Dmitrievski, le fondateur de la Société d'amitié russo-tchéchène de Nijny-Novgorod est accusé d'incitation à la haine raciale et encourt cinq ans de réclusion pour avoir publié en 2004 dans son journal, un appel à la paix du président tchéchène Aslan Maskhadov, tué depuis par les forces fédérales. L'accusation est surprenante lorsqu'on songe aux milliers d'organisations extrémistes, racistes et antisémites qui ont pignon sur rue en Russie sans être inquiétées. L'ONG, elle aussi visée par un contrôle fiscal, est menacée de fermeture. Dans l'une des expertises citée au procès, il lui est reproché d'avoir écrit l'adjectif « poutinien » avec un petit p au lieu d'un grand, ce que recommande pourtant la grammaire. « *Les autorités veulent contraindre au silence la seule source d'information fiable sur la Tchétchénie* », affirme Oleg Panfilov, militant des droits des journalistes.

c) Une dissidence muselée et contrôlée

Il serait cependant inexact de faire remonter le « déclin » de la société civile à l'arrivée de Poutine au pouvoir ou à la reprise de la guerre. De ce point de vue, la rupture avec la période Eltsine paraît beaucoup moins pertinente pour les évolutions de la société que pour la conduite des affaires politiques. Le régime mis en place par Poutine a accentué et surtout mis en résonance avec ses propres pratiques des tendances que l'on pouvait déjà relever depuis plusieurs années dans la société, qu'il s'agisse de l'aspiration à un pouvoir fort, de la quête d'ordre et de stabilité, ou de la révision du passé. Après avoir connu un pic à la fin de la période Gorbatchev, lorsque les moscovites, manifestant contre l'intervention de l'armée à Vilnius en janvier 1991, affirmaient lutter pour leur liberté et pour celle du monde occidental, l'activité militante est retombée, inaugurant une décennie 1990 marquée par une très faible mobilisation sociale et politique.

Enfin, on peut observer, parmi les intellectuels, journalistes ou militants qui restent actifs et critiques, une tendance à se situer au dessus de la société, ce qui n'est pas s'en rappeler l'époque de la dissidence. Cette logique commande une distance vis-à-vis d'une société souvent pensée comme immature et non mobilisable. Les défenseurs des droits de l'homme continuent à préférer s'adresser davantage aux pays occidentaux qu'à la population russe et considèrent, sans doute à juste titre, mais sans forcément y déceler leur propre responsabilité, que « le problème, ce n'est pas Poutine », c'est la population qui est reproduite en Poutine. Cette posture explique en partie la difficile constitution d'une mobilisation contre la guerre dans une société qui voit dans les défenseurs des droits de l'homme des partisans de

l'occident et du libéralisme, éloignés des préoccupations quotidiennes des russes, dont Poutine paraît beaucoup plus proche. Ce n'est pas la croisade de certains anciens dissidents en faveur de la reconnaissance par *Amnesty international* du statut de prisonnier politique à l'endroit de l'oligarque Mickhaïl Khodorkovski qui pourrait remettre en cause ces perceptions largement répandues.

d) La Tchétchénie comme reflet de la société russe ?

Il semble en effet que l'on puisse parler de miroir grossissant à propos de la Tchétchénie, au sens où celle-ci incarne l'effet paroxystique de politiques et de pratiques à l'œuvre en Russie et où la situation en Tchétchénie produit en retour des effets sur les évolutions russes. Probablement le miroir est-il également déformé, au sens où il est impossible de lire toutes les évolutions russes à l'aune de la Tchétchénie. Il serait en effet simpliste de faire de la Tchétchénie une Russie en miniature et de prévoir de manière déterminante des évolutions apocalyptiques dans tout le pays, voire au delà de ses frontières, par cet unique point de vue.

« *La Tchétchénie pourrait néanmoins devenir dans un avenir peu éloigné une sorte d'Algérie à la Russe* »¹, continuant à peser sur le débat politique et social plusieurs années après la fin des hostilités.

e) La démocratie reportée aux calendes grecques... Un retour vers le passé.

Lors de son adresse au Parlement en 2003, Vladimir Poutine indique que l'instauration d'une démocratie et le développement de la société civile représentent des objectifs stratégiques qui nécessitent, dans un premier temps, la consolidation d'un Etat fort (*silnaia derjava*). On mesure l'ironie historique de cette rhétorique qui place l'avènement d'un régime démocratique dans un horizon relativement éloigné, justifiant, dans l'immédiat, des mesures transitoires parfois contraires à cet objectif général. Elle rappelle en effet la manière dont était présenté le projet communiste en URSS, mais aussi les discours que Boris Eltsine a pu formuler dans les années 1990, lorsque la nécessité de garantir l'irréversibilité de la sortie du communisme représentait une urgence absolue, une mission historique exceptionnelle, la

¹ Anne Le Huérou - Aude Merlin – Amandine Regamey – Silvia Serrano, Tchétchénie : une affaire intérieure ?

première étape d'un processus démocratique qui justifiait la monopolisation présidentielle du pouvoir politique.

B. Le conflit tchéchène : un risque d'effet domino pour la région

1. Des tentatives avérées de déstabilisation du Caucase

a) Le danger des Djamaats

Après la mort de Maskhadov, la seule possibilité de survie pour la faction de Bassaev et les groupuscules islamistes est d'étendre les combats au reste du Nord Caucase. Il semble que les derniers accrochages des forces russes avec les islamistes en Kabardino-Balkarie et au Daghestan confirment cette tendance.

Le jeudi 13 octobre 2005, des groupes de moudjahiddines du front du Caucase attaquent les forces de l'ordre à Naltchik, capitale de Kabardino-Balkarie. Chamil Bassaev revendique l'attaque le 17 octobre.

Mais que sait-on du djamaat Iarmouk de Kabardino-Balkarie qui a mené cette attaque et de ses supposées connexions avec la résistance tchéchène ?

Le djamaat Iarmouk était dirigée par le balkar Muslim Ataev, également connu pour avoir été proche de Ruslan Guelaev, chef de guerre tchéchène mort en février 2004. Quant à Chamil Bassaev, il a commencé à fédérer des foyers de combattants du Nord Caucase lorsqu'il combattait sur le front abkhaze, en 1992-93. Des proches de Bassaev prétendent qu'il aurait, depuis, entretenu tous ces contacts et gardé des connexions très fortes en Kabardino-Balkarie, mais aussi au Daghestan, en Karatchaëvo-Tcherkessie et en Ingouchie. Chamil peut donc compter sur le soutien d'un nombre indéterminé de djamaat, qui représente un danger potentiel pour la stabilité de la région.

Mais malgré des accointances avérées entre Djamaats, Naltchik et la Kabardino-Balkarie ne sont pas plus un centre islamiste que la montagne daghestanaise ou que certaines régions d'Ingouchie. Mais la présence de noyaux de combattants s'appuyant sur l'islam pour prêter main forte à la résistance tchéchène est elle, indubitable. Le journaliste russe Andreï Babitski qui était allé récemment aux côtés de la résistance tchéchène l'affirme : des combattants du

Nord Caucase viennent régulièrement combattre en Tchétchénie, puis retournent dans leur république. La déclaration du président tchétchène indépendantiste Abdul Khalim Sadullaev qui a décrété, en mai dernier, un "front nord caucasien uni" et nommé des émirs à la tête de groupes de combattants dans les républiques nord-caucasiennes n'a fait que renforcer cette tendance.

b) Vers une caucasisation¹ ?

L'objectif de la résistance tchétchène est de libérer la Tchétchénie des forces russes, en passant si nécessaire de son point de vue par l'insurrection de l'ensemble du Nord Caucase ; les objectifs locaux, ceux poursuivis par les oppositions nord-caucasiennes, visent à se débarrasser des satrapes locaux. Ce fut le cas pour Valeriy Kokov, ex-président et ex-premier secrétaire du parti communiste de Kabardino-Balkarie à l'époque soviétique qui était impopulaire parce que très corrompu et qui concentrait entre ses mains et celles de sa femme, les ressources de la république, en particulier les réseaux de stations essence. Sa démission s'est faite sur fond de frustrations et mécontentements croissants, véhiculés par les oppositions balkares et kabardes. Dans ce contexte, l'islam politique devient une ressource à la fois pour les jeunes en mal d'idéal et pour les oppositions politiques privées d'espace d'expression.

2. Un scénario tchétchène néanmoins peu probable dans le reste de la région

A part en Tchétchénie, il n'y a pas dans la région du Caucase de groupes islamistes assez puissants pour s'imposer sur la scène politique locale ou régionale. Bien au contraire, ces dernières années ont davantage révélé un phénomène de fractionnement et d'affaiblissement des groupes et mouvements. La chute des Talibans, la résistance des régimes politiques en place, toujours au prix de manipulation de la démocratie, et l'union sacrée de tous les pays de la région, ou ayant des intérêts dans la région, face aux menaces terroristes sont encore venus amplifier ce phénomène.

Il est aujourd'hui trop tard pour que des groupes islamiques puissent espérer s'emparer du

¹ Terme employé par Arnaud Kalika dans *la Russie en guerre, mythes et réalités tchétchènes*.

pouvoir, alors que les oppositions politiques, plus structurées et bénéficiant parfois d'un fort soutien populaire, ont déjà du mal à exister. Trop tard ou peut-être trop tôt. Car il est probable que le développement de l'islam dans cet arc qui s'étire du Caucase à l'Asie centrale n'a pas encore atteint son plein développement.

La radicalisation et le succès de certains groupes prosélytes de discours internationaliste dépendent de nombreux facteurs dont les deux principaux semblent être l'évolution des politiques nationales de développement économique et les conditions politiques et sociales qui prévaudront lorsque les dirigeants actuels devront dans quelques années quitter le pouvoir, ne serait-ce que par la force de l'âge. Il n'est pas impossible que l'islam en tant que base d'organisation politique puisse jouer un rôle dans les transitions politiques et influencer sur les réformes économiques et sociales que connaîtront ces pays dans un proche avenir.

Autre facteur d'importance, la nature de ce rôle dépendra aussi de l'évolution des conflits et crises en gestation dans les zones grises qui s'étendent sur le pourtour de l'arc Caucase-Asie. Celui-ci, en effet, s'étire le long d'un vaste espace belligère, en pleine recomposition identitaire et géopolitique qui comprend pêle-mêle un Caucase au bord de l'explosion ethnique et où aucun des conflits territoriaux des années 1990 (Abkhazie, Nagorno-Karabakh, Ossétie du Sud) n'a été résolu ; un Iran au ban de la communauté internationale où un régime à bout de souffle cherche à se doter de l'arme nucléaire ; un Pakistan déstabilisé par la chute des Talibans et les pressions américaines ; un Afghanistan où l'Etat de droit se résume à quelques kilomètres carrés autour de la capitale.

Cet arc géographique est aussi l'un des principaux axes mondiaux de transit de drogue, d'émigration illégale et de technologies pouvant servir à la confection d'armes de destruction massive. Les milliards de dollars tirés chaque année (30 milliards pour l'année 2004) de la drogue afghane jouent un rôle moteur, bien entendu, dans le financement de nombreux mouvements terroristes, contribue et contribuera encore longtemps à l'accroissement de leur audience et de leur influence en CEI.

C. Les conséquences diplomatiques

1. La Russie, la Tchétchénie et la communauté internationale

Nombreux sont les observateurs qui jugent indispensables une médiation extérieure pour briser l'impasse dans le Nord Caucase. Aslan Maskhadov n'était pas le seul à considérer qu'il n'était plus possible d'envisager des contacts, a fortiori des négociations, directs entre russes et tchétchènes, et à appeler les pays occidentaux et les organisations internationales à s'impliquer davantage en vue d'un règlement du conflit.

a) L'occident

Après le 11 septembre, les pays occidentaux ont fait preuve d'une plus grande compréhension vis-à-vis de Moscou sur la question des liens entre le fait terroriste international et la situation en Tchétchénie. Considérant avoir besoin de la Russie dans la lutte contre les réseaux terroristes internationaux et inquiets du risque que le Caucase ne se transforme en une nouvelle base pour ces derniers, les gouvernements occidentaux ont estimé que davantage de souplesse à l'égard du Kremlin pourrait s'avérer plus profitable qu'une position systématiquement critique sur ce que Moscou présentait comme une affaire intérieure russe. Est allée dans ce sens, l'inclusion en février 2003, par le département d'état américain, de trois groupes tchétchènes sur la liste de mouvements terroristes internationaux. De là à dire qu'une fenêtre d'opportunité a existé dans laquelle le Kremlin aurait envisagé d'ouvrir le règlement du conflit à des interventions politiques extérieures, il y a un pas qu'il serait sans doute impudent de franchir. En tout état de cause, ces conditions ne sont aujourd'hui plus réunies.

Selon certains observateurs¹, l'islamisme et le terrorisme sont deux justifications commodes pour ne rien faire. L'appellation de « guerre de Djihad », souvent accolée à celle de « lutte contre le terrorisme international », permet en effet aux pays occidentaux de ne pas prendre leurs responsabilités face à une Russie encore redoutée. En même temps, cette communauté d'états démocratiques n'a rien fait en amont pour empêcher ces dérives. Si les ressorts premiers de la guerre de Tchétchénie restent bel et bien la libération nationale, comme on l'a vu dans les revendications exprimées même par les fractions les plus radicales de la

¹ Aude Merlin et Anne Le Huérou en particulier

résistance, lors des prises d'otages de Nord Ost et Beslan, l'imagerie islamiste y est cependant convoquée, sans qu'on puisse attester de liens forts entre internationale islamiste et résistance tchétchène. Autant les mouvances internationales islamistes souhaitent faire de la Tchétchénie un des foyers du Djihad, autant les Tchétchènes eux-mêmes continuent de se situer dans une logique de face-à-face avec la Russie, où l'escalade de la violence semble sans fin si aucune puissance tierce ne vient garantir la tenue de négociations. La liquidation d'Aslan Maskhadov et la mise à l'écart de son ministre des affaires étrangères Ilyas Akhmadov - qui promouvaient tous deux un plan de paix demandant la double démilitarisation de la Tchétchénie, sa démocratisation et à terme l'indépendance conditionnelle - n'ont été possibles que parce qu'aucun pouvoir exécutif occidental, précisément, n'avait pris au sérieux leurs demandes d'implication de la communauté internationale. La nomination du chef de guerre radical Chamil Bassaev au poste de vice- Premier ministre du gouvernement indépendantiste en août 2005 permet aux gouvernements occidentaux d'emboîter plus aisément le pas au discours de Vladimir Poutine et à persister dans l'absence d'initiative politique. Le pire reste toujours possible ; la communauté internationale a peut-être intérêt à s'atteler au plus vite à convaincre et à aider la Russie à mettre un terme à cette guerre.

Si les pays occidentaux n'agissent pas, cela ne veut pas pour autant dire que les relations avec Moscou sont au beau fixe, bien au contraire. Une dégradation sensible est bien intervenue dans les relations depuis 2003. Elle ne constitue pas le contexte le plus favorable à l'affirmation d'un projet de médiation internationale. La Tchétchénie figure naturellement dans l'argumentaire critique des occidentaux sur la tendance à la régression qu'ils observent en Russie pour ce qui concerne la démocratie et les droits de l'homme¹. A toute pression extérieure cherchant à recentrer le débat sur les causes internes du terrorisme tchétchène, le Kremlin répond en déplorant que l'Occident applique, au détriment de la Russie, des doubles standards dans sa lecture de la menace terroriste. Il fustige comme autant d'illustrations de ces deux poids, deux mesures des demandes d'explication qui lui ont été adressées par la présidence néerlandaise de l'Union européenne lors de la prise d'otages de Beslan, ou la possibilité qui a été donnée à des émissaires d'Aslan Maskhadov de visiter plusieurs pays

¹ Le soutien sans faille apporté par Vladimir Poutine à son voisin et dictateur Alexandre Lukashenko participe en cette période d'élection en Biélorussie, d'une incompréhension montante entre Moscou et les pays occidentaux quant au mode de gouvernance en Russie.

européens, voire de s'y fixer¹. Certes, beaucoup en occident, inquiets de la possible émergence d'un *trou noir* du terrorisme et de la criminalité à l'échelle du Caucase, situé à proximité de l'Europe, restent soucieux de voir la Russie travailler à restaurer la stabilité régionale. La violence croissante des actes terroristes liés au conflit, rend en outre difficile pour les responsables occidentaux de condamner haut et fort la politique russe dans le Nord Caucase. Il n'en demeure pas moins que les mêmes considèrent que les choix de Moscou sont loin d'aller dans la bonne direction – tchéthénisation périlleuse, rôle plus que trouble et déstabilisateur du Kremlin dans les régions séparatistes en Georgie. Le malaise qui en découle obère le développement de coopérations politiques et stratégiques entre Moscou et les capitales occidentales.

Les conditions sont donc loin d'être propices à l'acceptation par la Russie d'une éventuelle médiation extérieure. C'est d'autant plus le cas que le Kremlin entend s'en tenir à la cohérence de son discours sur sa politique en Tchétchénie : la normalisation est en cours depuis le référendum constitutionnel ; de ce fait, nulle médiation n'est nécessaire puisque le conflit est réglé. Face aux risques des actes terroristes, la population russe ne milite pas pour des contacts entre le Kremlin et les indépendantistes tchéthènes ; tout comme les dirigeants, elle assimile volontiers les *boeviki* à des terroristes. Il est à craindre que les indépendantistes multiplient les attentats dans l'espoir de susciter une mobilisation anti-guerre en Russie.

b) Le monde musulman

Au regard de l'immensité de la Russie et de sa capacité militaire, la crise tchéthène pourrait ne pas sembler si importante ; pourtant, l'instabilité de cette partie du Caucase constitue pour Moscou un problème grave. En effet, l'écho international de la répression russe risque d'entacher l'image que la Russie post-soviétique cherche à donner d'elle-même, et les crises du Caucase s'avèrent préjudiciables à la nouvelle politique de puissance de Poutine. Cette image est un facteur majeur de la politique de puissance de Moscou qui doit tenir compte sur le plan intérieur de sa population musulmane, qui représente 15% de la population totale de la fédération de Russie.

En outre, une répression longue et totale qui prendrait les allures d'une guerre sainte dirigée contre le monde musulman lui rendrait impossible, à terme, la politique arabe qu'elle cherche

¹ Le chef tchéthène Akhmed Zakaev, ancien ministre de la culture et vice- Premier ministre d'Aslan Maskhadov est ainsi exilé au Royaume-Uni depuis trois ans. Moscou ne cesse de demander l'extradition de ce proche de l'oligarque Boris Bérézovski, lui aussi en exil à Londres.

à relancer¹, en plus de sa quasi-alliance avec l'Iran, dans les anciennes régions où elle s'était implantée durablement – Syrie, Irak, Yémen-. En ce sens, en Tchétchénie, comme dans le reste du Caucase, la Russie ne joue pas seulement la sécurité de ses frontières méridionales et le contrôle des ressources économiques, elle joue aussi une certaine respectabilité au sein d'un monde arabe qui soutient pourtant souvent ostensiblement les rebelles *boeviki* :

C'est le cas en premier lieu de la Turquie qui accueille une forte diaspora tchéchène et qui tout en étant un partenaire économique majeur de la Russie a mis en place des filières d'acheminement de matériel militaire vers la guérilla tchéchène pendant les premières années du conflit. Par ailleurs, Moscou accusa la Turquie d'accueillir des bases arrière rebelles et des camps d'entraînement. Il semble que le parti turc *Refah* ait été un intermédiaire entre le pouvoir libyen et les rebelles tchéchènes qui reçurent plusieurs dizaines de millions de dollars dans les années 1994-1996.

Les temps changent cependant et après sa tentative avortée de rapprochement avec les nations turciques d'Asie centrale, Ankara (qui lutte également contre un mouvement indépendantiste au Kurdistan) s'est éloigné progressivement du conflit, même si la rue continue toujours d'en soutenir la cause. Moscou continue cependant de considérer Ankara comme un pays exportateur de terrorisme.

C'est aussi le cas de l'Arabie Saoudite vitupérant systématiquement contre la Russie ennemi de l'Islam, alimentant financièrement la cause tchéchène², de la Jordanie qui possède une importante communauté tchéchène et qui compte en son Parlement des députés d'origine caucasienne. Le roi Hussein s'est pourtant dissocié de son Parlement, considérant le conflit comme une affaire intérieure russe.

Le Soudan également qui souffle le chaud d'abord, en soutenant la cause tchéchène, accueillant Doudaev en 1993 et fournissant des armes aux rebelles³. Puis qui en 1999, décide par le biais de son président Omar al-Bachir, de rompre l'isolement international du Soudan en se tournant vers la Russie. Cette dernière accepte de lui livrer des avions de chasse, les soudanais promettant d'user de leur influence dans le monde musulman pour un désengagement des pays arabes du Caucase.

Le Pakistan a également longtemps soutenu la rébellion en Tchétchénie. Les services secrets pakistanais (ISI) ont entraîné une centaine de tchéchènes dans les camps de Khowst et

¹ Vladimir Poutine multiplie les voyages officiels dans les pays arabes. Son voyage en Algérie au début du mois de mars 2006 montre bien sa volonté de redorer le blason terni de la Russie sur la scène arabe.

² Selon une source russe, en janvier 2000, l'Arabie saoudite a collecté 7 millions de dollars pour la Tchétchénie.

³ Deux avions de ligne de la compagnie aérienne *Stigl*, enregistrés au Soudan ont multiplié les allers-retours entre Bakou et Khartoum en 1994. Moscou soupçonnant ceux-ci d'approvisionner en armes les *boeviki*.

de Markaz-i-Dawar. Des pakistanais ont également directement participé aux combats en Tchétchénie contre les russes. En 2000, le Pakistan était un pays de transit pour les leaders tchéchènes. En 2001, Pervez Mushrraf s'aligne cependant sur la ligne occidentale et élimine un grand nombre de combattants étrangers, dont des tchéchènes venus s'entraîner au Sud-Waziristan.

L'Iran enfin, a certainement l'attitude la plus ambiguë dans ce conflit. Soutenant les rebelles, le gouvernement iranien limite ses critiques à l'encontre de la Russie¹. L'Iran a tout fait pour que le dossier tchéchène n'apparaisse pas dans les ordres du jour des forums islamiques. Ainsi, en 2000, l'OCI² que l'Iran présidait à l'époque, n'a pas discuté de la situation en Tchétchénie. La prudence iranienne sur le dossier tchéchène s'explique à la fois par l'existence d'un problème semblable en Azerbaïdjan iranien et par la volonté de Téhéran de ne pas mettre un terme à la coopération avec les russes dans le domaine nucléaire.

Prise entre le désir d'être maître chez soi sans aucune contestation, celui de contrôler l'espace issu de l'héritage soviétique, et le souci d'apparaître comme un pays qui compte sur la scène internationale, la Russie mise gros en Tchétchénie. Elle met non seulement sa souveraineté en péril, obère non seulement partiellement l'avenir de ses relations avec les occidentaux (voir supra), mais aussi avec les pays musulmans. Rien ne serait plus gênant pour Moscou qu'un conflit tchéchène qui s'éternise et extension de la révolte dans cette région du Caucase.

c) Les organisations internationales

La particularité des relations des Etats avec l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe est que l'OSCE émet des positions de principe sans légitimité juridique. Dès lors, et même si les Etats membres se sont engagés à respecter sa charte, on identifie aisément les limites de l'influence de cette organisation. Dans le cas du conflit en Tchétchénie où elle rencontre certains succès au début du conflit, l'OSCE atteint rapidement ses limites lorsque les Etats n'ont plus la volonté de suivre ses recommandations.

Il y a cependant depuis le début du conflit une réelle volonté des organisations internationales à mettre en places les conditions du retour à la paix en Tchétchénie. Mais elles sont restées

¹ Les saoudiens sont allés jusqu'à accuser l'Iran d'avoir poignardé dans le dos la Tchétchénie qui considérait que le conflit était certes tragique mais restait une affaire intérieure.

² Organisation de la conférence islamique

vaines ; il semble aujourd'hui, que seul le Conseil de l'Europe soit en mesure de mettre fin à une longue période d'inertie et de silence sur le conflit tchéchène. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a repris l'initiative, le 25 janvier dernier, sur la question tchéchène. En adoptant une résolution épingleant la Russie pour les méthodes employées par ses forces de l'ordre en Tchétchénie, l'Assemblée parlementaire a également engagé un bras de fer avec le Comité des Ministres, principal organe de l'institution. Celle-ci lui reproche ouvertement son inaction malgré la gravité des violations des droits de l'homme en Tchétchénie. Accompagnée d'une recommandation, la résolution doit encore être validée par le Comité des Ministres. Mais elle risque fort de rester des vœux pieux.

Les relations de la Russie avec les autres Etats et organisations interétatiques, si elles ont pu être troublées un temps par des prises de position critiques sur le conflit en Tchétchénie, sont désormais en voie de normalisation sur fond de règlement d'enjeux économiques stratégiques et dans un contexte post-11 septembre toujours prégnant et d'abandon de l'intérêt de l'opinion mondiale pour la crise en Tchétchénie.

D. Un Caucase tout entier sans avenir

1. Une région qui cumule les déficiences

En ce début de XXI^e siècle, les différentes régions du Caucase s'insèrent dans un nouveau contexte géopolitique né de la décomposition du communisme et marqué par le nationalisme russe, une nouvelle solidarité des pays turcophones et des poussées islamistes etc.... La conjonction des ambitions économiques et des stratégies territoriales de ces ensembles identitaires est appelée à configurer le futur visage de ce monde de bruit et de fureur qu'a toujours été le Caucase.

Cumulant pauvreté, haines ethniques et rivalités claniques, le Caucase et la Tchétchénie en particulier ne semblent pas à court terme pouvoir connaître la paix, la démocratie et le bien-être économique. Et comme les Balkans, il est irrémédiablement condamné à une culture de violence en raison de son hétérogénéité ethnique et de sa position stratégique. Il est incapable de se défaire de ses traditions d'exclusion et de haines identitaires interethniques ou claniques pour entrer dans une modernité apaisante et apaisée. Son salut passe par la capacité de ses voisins et des grandes puissances à ne plus stimuler des réflexes ancestraux pour satisfaire

leurs intérêts, et à conduire ces peuples sur la voie de l'apprentissage de la cohabitation et de la paix. Tel est l'enjeu du désenclavement que connaît cette partie du monde depuis plus de dix ans : son retour à un rôle de carrefour ainsi que l'abandon de son statut de terminal d'empire devraient lui permettre de choisir la solution de la paix.

2. Une région qui cumule de multiples facteurs de déstabilisation

Le Caucase actuel connaît une multiplication des facteurs de déstabilisation et une certaine dissipation des facteurs de stabilité. Aux conflits identitaires irrésolus s'ajoutent l'anémie des Etats et la faiblesse des gouvernements. Faiblesse des Etats, des gouvernements et des économies qui attirent assez peu d'investisseurs mis à part dans des projets pétroliers. Toutes ces faiblesses cumulées, et aggravées par une émigration importante, font que l'avenir immédiat pour cette région s'annonce difficile.

Un premier facteur de déstabilisation est la criminalisation des économies contrôlées par des mafias très organisées et utilisant les systèmes claniques comme c'est le cas en Tchétchénie. Ces mafias investissent dans des entreprises à rendements rapides – restaurants, stations service, boîtes de nuit- qui transforment le panorama urbain des capitales en leur donnant une apparence trompeuse de prospérité et de modernité. Ces mafias touchent aussi à la drogue en provenance d'Afghanistan et à destination de l'Europe. La fonction de carrefour du Caucase est géopolitique, elle est aussi valable pour la grande criminalité.

Enfin, la dernière grande menace est l'arrivée dans des zones difficilement contrôlables d'éléments du terrorisme islamiste. En l'occurrence, ce ne sont pas seulement la crise tchétchène ou ses débordements dans la vallée du Pankissi qui ont amené l'armée américaine à seconder les forces géorgiennes, mais aussi l'infiltration d'éléments se prépositionnant dans des régions difficiles d'accès pour les occidentaux, qui ont en plus l'avantage de se situer à la périphérie du Moyen-Orient, de l'Europe et de la Russie.

II. DEUXIEME PARTIE : DES CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET SOCIETALES DESASTREUSES

A. Une guerre coûteuse

1. Une catastrophe humaine, un gouffre financier

Selon les autorités russes, les deux guerres en Tchétchénie (1995-1996 et de 1999 à ce jour) auraient fait 160 000 victimes dont 30 à 40 000 Tchétchènes et 100 000 Russes. Selon l'association Memorial, de 1999 à nos jours, le conflit aurait fait 25 000 victimes civiles.

Les guerres ont entamé également les budgets. Une étude des retombées économiques de la guerre en Tchétchénie reste difficile à réaliser en l'absence de données récentes et officielles. Le coût de la guerre pose lui-même problème. En février 2001, Boris Nemtsov, député à la Douma et président de l'Union des Forces de droite, déclarait que les opérations coûtaient environ 1 milliard de dollars l'an, soit à peu près 2% du budget russe de l'époque. En novembre 2002, Alexeï Arbatov, membre de la Douma et spécialiste des questions de défense faisait, toujours pour la presse, une évaluation assez proche de son collègue pour la période octobre 1999-février 2000, c'est-à-dire la phase de reconquête de la Tchétchénie et celle de la destruction du corps de bataille tchétchène. Monsieur Arbatov estimait que durant ces mois de combats intenses, le coût de la guerre oscillait entre 600 millions et 1 milliard de dollars. Après cette phase, les dépenses avaient baissé pour s'établir entre 300 et 500 millions de dollars par an, des sommes faramineuses qui auraient pu alimenter d'autres pans de l'économie russe.

2. Une reconstruction de la Tchétchénie qui tarde, qui nuit à une vraie normalisation

La Tchétchénie est institutionnellement rentrée dans le rang après plus de 11 ans de guerre. Sa reconstruction pour autant tarde et se réalise extrêmement lentement, souvent de manière fort peu adroite. Selon Akhmar Zavgaev, député tchétchène à la Douma, une partie des entreprises qui ont été construites est quasiment inutile, et la construction de routes fédérales contournant la Tchétchénie mine la confiance que les Tchétchènes plaçait dans le

pouvoir central. De même, les programmes de réhabilitation ou de reconstruction en tout genre mis en œuvre par les organisations internationales donnent l'impression d'une situation de post-conflit. Le retour vers la Tchétchénie d'un grand nombre de réfugiés, la présence d'une population plus dense à Grozny, la remise en fonctionnement, d'une partie des écoles et des hôpitaux et de services administratifs comme la poste, le paiement des pensions et des salaires, l'apparition de cafés sur fond de ruines peuvent laisser croire, aux yeux des observateurs non avertis, à un début de normalisation. La guerre n'est pas finie d'une part, et d'autre part, une reconstruction ne se conçoit qu'avec des habitants qui travaillent. Hors plus de 80% de la population tchétchène est au chômage.

A l'été 2004, par la voix du premier ministre Mikhaïl Fradkov, le gouvernement russe annonçait avoir consacré plus de 62 milliards de roubles (environ 2 milliards de \$) à la reconstruction de la république sécessionniste, depuis l'an 2000. Par ailleurs, à l'automne 2004, il aurait octroyé une rallonge de 1,4 milliard (48 millions de \$), aide destinée en premier lieu, à la reconstruction de l'aéroport de Grozny, des habitations et des voies de communication. Hors, malgré tous les efforts du pouvoir central qui commence à comprendre les nécessités d'une reconstruction rapide, ces sommes sont le plus souvent détournées par les factions prorusses ou par les politiques locaux.

B. Les conséquences sociétales

1. Des violences qui ternissent l'image autrefois glorieuse de l'armée russe

Depuis le début de la deuxième guerre de Tchétchénie à la fin de 1999, les observateurs indépendants qui se sont rendus en Tchétchénie se comptent par dizaines. Il est vrai également qu'à la différence de la première guerre, presque tous les médias russes soutiennent et approuvent l'opération anti-terroriste. Il est vrai qu'il est difficile de vérifier le nombre de victimes et la véracité des faits exposés.

Cependant certaines ONG continuent à être présentes sur le terrain en dépit de la loi signée en janvier 2006 par le président Poutine qui régleme l'activité de ces organisations et que ces dernières décrivent comme attentatoire aux libertés. L'organisation des droits de l'Homme *Mémorial*, possède un bureau à Groznyï ; des organisations internationales, telles « Amnesty

International » ou « Human Rights Watch » publient régulièrement des rapports sur la situation en Tchétchénie. Les réfugiés tchétchènes, arrivés en Occident, témoignent des atrocités commises à leur égard. Ceux qui résident dans la république portent de plus en plus plainte contre les autorités militaires, même si le nombre des procès reste encore limité ; l'affaire du colonel de l'armée russe Youri Boudanov qui avait violé et étranglé une jeune fille tchétchène de 17 ans fut l'une des plus médiatisées en Russie, même si le coupable a été reconnu « non capable » des faits. Certains journalistes, telle Anna Politkovskaïa dans son livre¹ rapportent des témoignages des civils.

A travers ces témoignages, un tableau très sombre peut être dressé sur la situation actuelle en Tchétchénie. Les exactions de la part des militaires sont particulièrement violentes, systématiques et meurtrières. On parle de la pratique de la *zatchistka* ou ratissage lorsque des unités spéciales, composées d'hommes masqués, fouillent des maisons et des appartements, pillant leurs habitants, violant des femmes, les passant à tabac, les tuant sans jugement. Des hommes capables de combattre (c'est-à-dire toute la population masculine entre 14 et 60 ans) sont systématiquement arrêtés, envoyés dans des camps de filtration, interrogés, humiliés, frappés et parfois torturés. On rapporte beaucoup de cas de disparitions² de civils, emmenés par des militaires masqués, arrivés en voitures sans plaque minéralogique, donc non identifiables. On retrouve leurs corps mutilés, enterrés dans des ravins ou jetés dans des fleuves. Les violences sont devenues monnaie courante sur les check points ; elles sont accompagnées de pillages.

D'autres témoignages attestent du caractère lucratif de la présence de l'armée russe en Tchétchénie. Par exemple, celui d'un officier des OMONs (forces spéciales de l'armée russe) au retour de sa mission en Tchétchénie : « il s'agit de gagner en l'espace d'une année, de quoi s'acheter un appartement et une voiture en taxant les populations, voire en les pillant »³. Cela s'explique probablement par une dégénérescence générale de la société russe, et notamment celle de son armée. D'après une enquête d'opinion, effectuée en octobre 2002, 38% des Russes avaient une opinion négative sur le corps des officiers. Les mots qui reviennent le plus souvent pour qualifier cette catégorie socioprofessionnelle sont : pauvreté, misère, humiliation, ivrognerie, mercantilisme, envie, grossièreté, malhonnêteté... Les dernières

¹ A. Politkovskaïa, *Tchétchénie, le déshonneur russe*, Buchet/Chastel, 2003.

² Depuis l'éclatement du conflit, 3000 à 5000 personnes ont disparu en République tchétchène à la suite de ce que l'association *Mémorial* qualifie d'enlèvements et d'arrestations arbitraires.

³ Cité par Ch. Urjewicz « la guerre en Tchétchénie, ciment d'une nouvelle identité russe ?

affaires de tortures révélées en début d'année 2006 au sein de l'armée ne risquent pas de redorer le blason d'un corps déjà particulièrement décrié.

2. Une guerre qui exacerbe les nationalismes et les rancœurs

Le nationalisme se conjugue avec l'essor de la xénophobie et de l'antisémitisme, ces attitudes acquérant aujourd'hui une légitimité politique. La phobie anti-caucasienne s'est développée sur le souvenir de conflits anciens et sanglants, nourri jadis par la propagande soviétique qui diabolisait les tchéchènes. Elle s'est également nourrie de la crise économique : les stéréotypes présentent l'étranger venu du Caucase comme un spéculateur, un travailleur au noir voulant vivre aux dépens des russes, un criminel enclin au terrorisme et un homme qui ne respecte pas les russes¹. Dans les régions du Sud à forte immigration, les tensions nationales sont de plus en plus fortes et les cosaques resurgissent comme les défenseurs traditionnels des frontières de la Russie. Les attentats qui se sont multipliés au cours de ces dernières années dans l'ensemble du pays, tous attribués aux terroristes tchéchènes, ont renforcé l'aspiration à l'ordre et le soutien aux services fédéraux de sécurité, et en particulier à Vladimir Poutine. Malgré tout, fatiguée de la guerre, la majorité de la population souhaite depuis l'automne 2000, presque de façon continue et malgré certains actes indépendantistes, un arrêt des hostilités, et nombreux sont désormais ceux qui se montrent favorables à une indépendance de la république.

3. Une société russe plus xénophobe

*«Comme c'est bien que Gagarine
Ne soit ni juif, ni tatar,
Ni un de tous ces culs noirs,
Mais un d'nos vrais soviétiques »*

Ce quatrain populaire de l'époque communiste montre à quel point, d'une part la confusion entre les appellations russes et soviétiques était forte, et d'autre part qu'il existait bien une hiérarchie au sein de la société. Malgré l'égalité affichée par le système, les autres

¹ Cité par comité Tchétchénie, *Tchéchénie. Dix clés pour comprendre*

peuples formant l'URSS étaient considérés par les russes comme des minorités nationales (*natsmeny*), voire des soviétiques de seconde zone.

La levée de tabou sur la guerre et la violence est sans doute ce qui frappe le plus dans l'évolution de la société russe. La guerre en Tchétchénie a ici servi de révélateur, autorisant des comportements xénophobes ou racistes. Après les attentats de 1999, un plan d'incitation à la vigilance a été mis en place dans toutes les villes, visant ouvertement les ressortissants du Caucase, et particulièrement les tchéchènes, régulièrement cibles d'agressions à caractère raciste. Ainsi de nombreux cas de violences ont été recensés, notamment sur les marchés et dans le métro de Moscou. La police se livre, surtout après chaque attentat, à de nombreux actes d'intimidation, arrestations arbitraires, mauvais traitements et extorsions de fonds à l'encontre des tchéchènes habitant les grandes villes, Moscou et Saint-Pétersbourg notamment. En novembre 2001, les responsables d'un comité de quartier d'une ville de Sibérie faisaient figurer officiellement dans leurs consignes aux habitants du quartier la recommandation de signaler la présence suspecte dans les immeubles de personnes de nationalité caucasienne. En l'espace de quelques années, une vigilance et une surveillance structurelle à l'égard de certaines catégories de la population ont été intégrées aux pratiques infra institutionnelles de contrôle social. Après avoir été rejetées à la fin de la période soviétique, ces pratiques ont gagné en visibilité et en légitimité et participent d'une demande d'ordre qui va bien au-delà de la guerre et peut s'exercer également à l'égard des toxicomanes ou des enfants des rues.

La montée de la xénophobie ne se limite cependant pas aux tchéchènes, même s'ils en restent les cibles principales. Une enquête menée en 2004 sur la perception des différentes nationalités par la population indique que les tziganes suscitent la même forte réaction d'hostilité et de peur que les tchéchènes. Les régions du sud de la Russie sont presque toutes le théâtre d'exactions à l'encontre de minorités, notamment les turcs meskhètes dans la région de Krasnodar, en butte à une répression inspirée par le pouvoir régional mais souvent exécutée par des milices cosaques. Les africains, les tziganes et toutes les nationalités du Caucase peuvent être la cible de violences émanant de groupes extrémistes, notamment de skinheads. Si elles ne doivent pas être confondues, pratiques de groupes extrémistes et politiques étatiques s'articulent, nourries d'un même discours et de perceptions identiques.

4. La désespérance de la population tchétchène

La Tchétchénie plonge les racines de sa désespérance loin dans le temps. Parmi les facteurs originels, il y a les guerres nombreuses contre l'empire russe, les destructions des années 1918-1920, mais surtout la déportation... Djokar Doudaev n'a pas hésité en son temps à comparer les événements d'août 1991 à ceux de 1944. Les Tchétchènes n'ont pas oublié qu'en février 1944, accusés à tort de collaboration avec les nazis, 352 000 d'entre eux avaient été déportés et que la Tchétchénie-Ingouchie avait disparu comme entité administrative, faute d'habitants. Staline avait à l'époque bien compris le danger que représentaient ces peuples montagnards en lutte permanente pour l'indépendance et contre le système colonial soviétique. Il avait voulu en déplaçant 478 000 personnes du Caucase du Nord sécuriser la région en vue de confrontations futures avec l'occident, contrôlant ainsi les gisements pétroliers du Caucase et faisant de celui-ci une base stratégique invulnérable depuis l'intérieur, tremplin possible en direction de la Turquie, l'Iran, le Pakistan et l'Inde¹. Certains observateurs pensent que Staline souhaitait aussi offrir de nouveaux pâturages à ses compatriotes géorgiens. De fait, la Georgie s'empressa d'annexer les alpages du versant nord du Caucase, devenus vacants après la déportation des peuples punis. Les géorgiens étaient surreprésentés dans la direction soviétique par rapport à leur part dans la population (Staline, Béria étaient originaires de Georgie).

5. La radicalisation de certains mouvements rebelles.

En plus des morts et de la destruction du « pays », c'est la disparition de Maskhadov le jour de la fête de la femme en Russie² (8 mars 2005) qui sera probablement la cause principale de la radicalisation de la guerre et le renforcement de l'aide islamiste, laquelle dominait déjà la guérilla dès le début de la seconde guerre en 1999. L'élimination d'Aslan Maskhadov survient dans une période extrêmement confuse. Il faut rappeler qu'en février 2005, le président Maskhadov avait décidé une trêve unilatérale des actions militaires indépendantistes. Cela avait été interprété par certains analystes comme la volonté de trouver une issue politique acceptable pour les deux parties, et par d'autres comme un affaiblissement

¹ Abdurahman. Avtourkhanov est un historien et écrivain tchétchène de l'époque soviétique stalinienne, il a dénoncé les crimes et desseins de Staline à l'encontre des tchétchènes dans *l'assassinat du peuple tchétchène*, Moscou, SP Vsià Moskva, 1991

² Maskhadov aurait en fait été tué le 7 mars. Les autorités russes auraient volontairement et symboliquement officialisées sa mort le 8 mars.

notable des capacités militaires de la guérilla tchéchène. Les plus optimistes pensaient alors à une éventuelle intégration des modérés indépendantistes au gouvernement tchéchène pro russe. Ce scénario fut réalisé au Tadjikistan, en 1996-1997, lorsque Moscou intervint dans les négociations que le gouvernement pro-russe de Douchambé menait avec l'opposition islamiste tadjike. Le partage du pouvoir avec les islamistes permit de mettre fin à la guerre civile. Leur participation au gouvernement pouvait être considérée comme un relatif succès si ce n'est qu'ils furent d'abord isolés puis écartés progressivement du pouvoir. Ce genre de neutralisation se profilait en Tchétchénie. Mais la mort de Maskhadov signifie que le scénario tadjik n'est désormais plus applicable. Le changement de cap de Moscou s'explique par le durcissement approuvé par son opinion de l'approche de Poutine à la suite des événements de Beslan.

Pour autant, dans l'exemple tchéchène, qui demeure pour l'instant unique dans l'espace caucasien, la radicalisation religieuse d'une partie des combattants a toutefois eu lieu parallèlement à la lutte contre la puissance militaire russe et sans que cette lutte soit la cause directe de cette radicalisation. Celle-ci s'est surtout nourrie également de la surenchère entre chefs de guerre pour des motifs politiques. L'introduction de l'islam radical dans le conflit tchéchène est donc probablement plus le résultat de la rivalité qui oppose entre eux ces leaders pour l'accaparement de l'argent versé par les pays étrangers qu'une appropriation sincère d'un courant religieux. Il est ainsi patent que le président indépendantiste Maskhadov avait perdu une partie de son influence lorsque les financements arabes et pakistanais se sont détournés, vers 1998, vers des chefs de guerre comme Ianderbev ou Bassaev au discours religieusement plus radical et internationaliste, quand celui de Maskhadov cachait mal une dialectique nationaliste.

La nécessité pour les sécessionnistes tchéchènes de trouver des soutiens matériels, politiques et financiers auprès de pays et d'organisations dont les buts étaient loin d'être coordonnés, identiques et désintéressés, a enfin, débouché sur une manipulation de la dissidence, sa désarticulation et la radicalisation idéologique et religieuse de certains de ses groupes. Cette dernière était inévitable dès lors que Moscou, dans un contexte de conflits généralisés en Transcaucasie cherchait à éviter une explosion ethnique et indépendantiste sur son propre territoire et ne pouvait laisser le sécessionnisme tchéchène aller à son terme. Pour autant, il est peu de dire que les Tchétchènes ont plus été aidés par des pays étrangers que par les républiques musulmanes de Russie.

Le conflit tchéchène demeure un cas à part en CEI par l'ampleur des violences inouïes qu'il engendre, par l'islam radical qu'il a contribué à faire naître, mais aussi par la guerre « civilisationnelle » que certains groupes radicaux cherchent à attiser entre Tchétchènes-Ingouches musulmans et « infidèles » Russes-Ossètes orthodoxes. L'islamo terrorisme tchéchène aura réussi à gangrener la jeune démocratie russe et les relations que les Occidentaux entretiennent avec elle. Ce jusqu'au-boutisme suicidaire pourrait si ce n'est déjà fait, causer la perte de tout espoir d'indépendance ou même d'autonomie.

Il faut donc s'attendre à ce que ces islamistes radicaux se lancent dans d'autres vagues d'actions terroristes. La Russie avec son énorme réseau routier se présente comme une cible difficile à protéger. L'armée fédérale n'a pour le moment qu'une seule solution : s'attaquer au noyau radical de la guérilla tchéchène. Ceci pourrait provoquer une nouvelle contre-offensive terroriste contre la Russie. Entraînée dans une spirale des violences, la Tchétchénie continue donc de déstabiliser le Nord-Caucase. Elle affaiblit ainsi la Russie.

C. Une guerre qui banalise la violence dans la société russe

La situation en Tchétchénie peut se lire aussi comme une réplique poussée à l'extrême, de la brutalité de certains comportements sociaux hérités notamment des institutions totales de l'époque soviétique, comme le goulag ou l'institution militaire. Cet héritage de violence politique et sociale et de répression avait fait l'objet d'un débat public à l'époque de la perestroïka. La popularité des mères de soldats, qui dénonçaient les mauvais traitements dans l'armée, et la relative impopularité de la première guerre peuvent en partie s'expliquer dans ce contexte.

1. Le culte du passé

La décennie 1990 consacre une révision assez radicale du rapport de la société à son passé, qu'il soit impérial, soviétique ou touchant à la seconde guerre mondiale. Même le stalinisme et la personne de Staline sont réévalués à la hausse dans des enquêtes d'opinion en mars avril 2003. Dans un tel contexte, comment imaginer que la déportation des tchéchènes en 1944 puisse susciter l'indignation, enclencher un travail de mémoire, ou que le 23 février, jour anniversaire de celle-ci, soit perçu autrement que comme le jour de célébration de l'armée soviétique, puis russe ? Avec cette réévaluation du passé, et une mise à distance des

valeurs occidentales, ce n'est pas tant le niveau de violence lui-même que sa perception dans l'ensemble de la société russe qui a changé.

2. Une société russe sans repère

Ce retour vers le passé pourrait expliquer la légitimation et l'acceptation de la brutalité et de l'impunité des militaires en Tchétchénie. Le procès du colonel Boudanov a donné lieu à de nombreuses manifestations en sa faveur devant le tribunal de Rostov. Lors du procès en mai 2004 du colonel Ulman et de trois autres officiers accusés du meurtre délibéré de plusieurs civils en 2002, c'est un jury populaire qui, après avoir reconnu la véracité des faits, a déclaré Ulman non coupable. Ainsi, la société a légitimé et continue de légitimer les crimes commis par l'institution militaire à l'encontre des civils.

D'autre part, l'armée est pour ses membres, en particulier pour les jeunes appelés, une école de la violence et un laboratoire de comportements brutaux. Abreuvés de discours de haines ethniques, les soldats envoyés en Tchétchénie font subir aux tchéchènes des sévices dont ils ont été les victimes de la part de leurs aînés lors des bizutages (*dedovchtchina*). La violence aujourd'hui en tchéchénie semble à la fois acceptée, entérinée par une grande partie de la société et utilisée par le pouvoir politique dans le but de prouver sa capacité de contrôle et de coercition.

CONCLUSION

Dans l'ensemble du Caucase, la problématique géopolitique est complexe et dangereuse. Le conflit tchéchène, que le président Poutine estime réglé, est actuellement dans l'impasse car il ne peut être résolu seulement par la voie militaire. Pour autant, un règlement politique semble actuellement impossible, en raison du « jusqu'aboutisme » des belligérants. Les deux parties ont atteint un point de non retour et le conflit est entré dans une phase irrationnelle. La multitude d'acteurs, les intérêts divergents des protagonistes et la radicalisation religieuse empêchent une lecture claire du conflit. C'est à la fois une lutte de libération nationale, une guerre sainte, un ensemble de règlements de compte entre les mafias et les groupes, se disputant les routes du pétrole. A moins que cela soit comme certains l'affirment, un moyen d'accentuer les frustrations du peuple russe traumatisé par la fin de l'empire.

Cet imbroglio fait de cette guerre un des conflits les plus compliqués dans le monde d'aujourd'hui. Il est aussi l'un des conflits les plus inhumains, avec des répercussions sur des civils et avec des actes de barbarie et de bestialité commises par les deux camps. Les deux peuples, tchéchènes et russes, agissent sous l'emprise d'une folie destructrice en ressuscitant les pratiques honteuses et les haines ancestrales dignes d'époques révolues. Ce qui manque aujourd'hui, ce ne sont pas les projets de règlement¹ (dont certains sont tout à fait réalistes) mais la volonté de les appliquer et le désir de négocier, en dépassant les antagonismes accompagnés de pulsions meurtrières.

Dans la Russie poutinienne, la science « kremlinologique » s'avère à nouveau utile car les enjeux d'une société avec une liberté d'information limitée deviennent de moins en moins clairs. Les processus politiques sont difficiles à décrypter non seulement pour les Occidentaux mais aussi et surtout pour les Russes eux-mêmes. La guerre en Tchétchénie, avec tous ses abus et ses problèmes, se présente comme un miroir réduit de la Russie postsoviétique. Elle permet de distinguer toutes les mutations que cette société traumatisée par le choc politique et économique de 1991 continue à subir. On retrouve dans cette république caucasienne la corruption portée à l'extrême, la dégénérescence d'une partie de l'armée, le fatalisme des

¹ 10 projets à ce jour : Plan de Nijni Nemtsov, de Gavriil Popov, de Boris Bérézovski, de Khasboulatov, de Primakov, de Brzezinski, des autorités russes elles-mêmes, des faucons et colombes russes, de Saïdoulaev, de Noukhaev, de Akhmadov.

civils frappés par la misère, l'état catastrophique du système de santé et des formes sauvages de capitalisme prédateur, combinaison qu'on retrouve difficilement ailleurs dans le monde.

Cependant, certains problèmes pourtant évidents sont dissimulés par la guerre comme la véritable catastrophe écologique qui frappa la Tchétchénie. On parle peu des dizaines de milliers de tonnes de pétrole qui se répandirent à travers les plaines de Tchétchénie en empoisonnant la nappe phréatique. Aujourd'hui, cette pollution menace sérieusement la mer Caspienne bien qu'elle ne soit pas limitrophe de la Tchétchénie. On ne parle non plus du traumatisme psychologique des enfants grandissant entre ruines et conflits, observant en direct cette histoire cruelle. Leur avenir semble des plus sombre.

Et quel destin attend la Russie, meurtrie non seulement par la guerre mais aussi par le terrorisme qui frappe partout les civils ?

L'histoire a voulu que Moscou demeure l'acteur principal de cette crise qui déborde largement les frontières tchéchènes. Ce qu'il faut craindre dans l'immédiat, c'est l'embrasement de tout le Caucase, une « caucasisation » qui fut endigué tant bien que mal au Karabakh¹, en Ossétie du Sud et en Abkhazie.... La Russie est-elle le seul facteur de stabilisation dans cette poudrière de l'Eurasie ? Son intervention parfois maladroite (Karabakh), ou efficace (Ossétie du Sud) ou encore violente et irrationnelle (Tchéchénie) déséquilibre-t-elle le rapport de forces très fragile dans cette région sensible ? Les dirigeants russes avertissent : si l'armée se retire, la région tout entière se transformera en zone de crises, aucune région limitrophe ne serait épargnée, ni la Russie, ni le Moyen-Orient, ni même l'Occident où les Tchétchènes constituent désormais des groupes de réfugiés actifs². Non seulement le Nord-Caucase, mais aussi la Turquie et l'Iran pourraient être entraînées dans la spirale de violences laquelle par l'effet de domino conduirait à l'embrasement général. La jonction des deux zones conflictuelles, le Caucase et Israël, se réalise déjà au travers de la guerre en Irak.

Les dirigeants russes prennent en compte les dangers d'une extension incontrôlée de la zone d'actes terroristes. En 1993, ils ont réussi à étouffer au Tatarstan les velléités des séparatistes musulmans, en accordant une très large autonomie à cette république. Cette république

¹ Les pourparlers de paix concernant cette région de transcaucasie ont repris à Rambouillet en février 2006 entre les présidents arméniens et azéris, sous médiation française, russe et américaine. Aucune solution ne semble en vue pour le moment.

² La France compte environ 12 000 tchéchènes sur son territoire. Les services de police français sont attentifs aux activités de certains groupes tchéchènes enclins à reproduire en France des schémas claniques mafieux, voire terroristes.

enclavée de la Volga obtint en échange de l'allégeance une très large autonomie. Durant de nombreuses années, le Tartastan put profiter d'une grande partie des impôts collectés sur son territoire et assurer un certain développement de l'industrie. Cette solution fut proposée à la Tchétchénie, mais Djokhar Doudaev voulait la séparation. Toutefois, l'aspiration à la sécession risque de se réactiver, sous l'impact du conflit tchéchène, tout comme la solidarité religieuse de millions de musulmans qui furent longtemps oubliés, mais qui de nos jours se manifestent de plus en plus.

Le Caucase se tourne de plus en plus vers le Moyen-Orient. Après quinze ans de conflits, les liens idéologique, géopolitique et stratégique entre la capitale russe et cette région-charnière sont affaiblis. Les russes ne parviennent plus à appréhender la géopolitique caucasienne, trop complexe, avec une multitude d'acteurs à la logique trop éloignée de la leur. La force ne suffit plus pour dissuader. L'armée conventionnelle et les missiles balistiques sont inopérants face au radicalisme religieux. Les chars d'assaut sont inadaptés face à la guérilla retranchée dans la montagne. Les lois et le parlement sont incapables d'apporter la paix civile.

Le Caucase est aujourd'hui une région trop fragmentée pour que Moscou ait une approche régionale commune. La Russie ne peut pas être « pro caucasienne » en Abkhazie et « anti-caucasienne » en Tchétchénie, les deux républiques appartenant au même ensemble géopolitique. Il est à constater que la politique russe dans la région manque aujourd'hui de cohérence et paraît peu crédible aux acteurs locaux. Les russes ont l'habitude de raisonner en fonction de leur immense territoire. Ils considèrent toujours la Russie comme une puissance mondiale ayant des enjeux plus internationaux qu'internes. Ils ne peuvent pas réagir efficacement, à la fois à l'échelle du monde et au niveau local, en dialoguant parallèlement avec Georges Bush et en réglant le problème du minuscule District Prigorodny et de Vladikavkaz, pourtant vital pour les Ingouches.

La Russie ne peut gérer l'imbroglio caucasien qu'en établissant une relation bilatérale bien définie comme elle l'a fait avec l'Ukraine ou le Kazakhstan. Or, depuis 1991, aucun centre décisionnel commun n'a pu émerger dans cette région, aucune volonté de créer une organisation « pan caucasienne » n'est apparue. Paradoxalement, la Russie par sa présence sur le versant nord du Caucase empêche l'unification des caucasiens. Or, seule celle-ci serait capable d'apaiser cette région marquée par les guerres. Les républiques du Nord-Caucase en proie à des conflits et frappées par une forte crise économique constituent un lourd fardeau pour la Russie. Néanmoins pour des raisons stratégiques et sentimentales, elle se refuse à les abandonner.

Pour rester au Nord-Caucase ne faut-il pas avoir le contrôle de la Transcaucasie ? Or, sa reconquête n'est plus d'actualité, l'époque du triomphalisme impérial est révolue. L'état actuel de l'armée russe permet de maintenir tant bien que mal le statu quo, qui pourrait être mis en péril par une nouvelle intervention militaire. Quelle peut être alors la solution ? On peut envisager la création d'une entité russo-caucasienne. Elle pourrait englober le Nord-Caucase, la Transcaucasie et deux des grandes régions cosaques (Krasnodar et Stavropol) : la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la république montagnarde et la république cosaque. Cette nouvelle fédération devrait avoir une relation particulière avec la Russie. Il s'agirait en fait d'adapter la CEI au niveau régional qui, de toute façon, a tendance à disparaître. Les projets de réunification de la Russie et de l'Ukraine semblent écartés depuis la victoire de la « révolution orange » à Kiev en décembre 2004, une grande partie des ukrainiens tournant désormais leurs yeux vers l'Union européenne. Cette restructuration correspondrait à la phase ultime de la dislocation soviétique. Le Kazakhstan, la Transcaucasie et l'Asie centrale devraient également redéfinir leurs relations avec l'ancienne métropole russe.

Après la défaite en Afghanistan et la chute du régime des talibans, le Kremlin est confronté aux problèmes du Caucase, devenu sa préoccupation majeure. Quant à l'OTAN, elle se rapproche de plus en plus de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie, tout en faisant les yeux doux à Kiev, sans pour autant y apporter de nouvelles solutions définitives. Enfin, les russes font actuellement face à une situation extrême qui les force à agir. Mais ils se retrouvent dans le pire des cas de figure qui, dans le jeu d'échecs, s'appelle *Zugzwang*¹, ce qui signifie que toute action ne peut entraîner qu'un dommage, un danger ou une perte. Confrontée au conflit tchéchène et aux risques de son extension, la Russie est obligée d'intervenir, alors que la moins mauvaise stratégie serait peut-être d'attendre que les passions se calment.

¹ Un joueur est dit en *zugzwang* quand il a le trait – il doit jouer - et qu'il est obligé de jouer un coup perdant.

Les protagonistes du conflit



Akhmad Kadyrov (†) : ancien mufti, président de la tchéchénie en 2003, tué dans un attentat en mai 2004, il reste une figure clé de l'après Maskhadov et représentait une pièce maîtresse dans la stratégie de Vladimir Poutine.



Akhmad Zakaev : comédien puis chef de guerre, il est commandant indépendantiste du front sud-ouest pendant la première guerre. Conseiller pour les affaires de sécurité de Grozny, il fut également négociateur, ministre de la culture et vice-Premier ministre d'Aslan Maskhadov. Il est aujourd'hui réfugié au Royaume-Uni au grand damne de Moscou. Certains le disent très proche de l'oligarque Bérézovski.



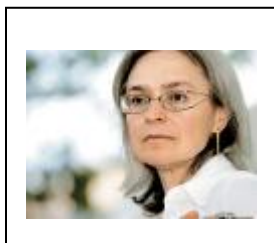
Alou Alkhanov : quatrième Président de la Tchétchénie, élu en août 2004 après Doudaev, Maskhadov et Kadyrov. Ectoplasme du pouvoir moscovite, il fut général dans la police avant d'être le ministre d'Akhmad Kadyrov.



Andreï Babitski : journaliste russe connu pour avoir couvert le conflit tchéchène. Critique envers le pouvoir russe, il fut détenu à de nombreuses reprises.



Andreï Kozyrev : ministre russe des affaires étrangères sous Eltsine.



Anna Politkovskaïa : journaliste russe à l'hebdomadaire *Novaya Gazeta*. Elle couvre le conflit tchétchène depuis le début et se fait remarquer par ses prises de position critiques vis-à-vis du gouvernement russe et plus particulièrement de Vladimir Poutine. Elle est victime d'une tentative d'empoisonnement en septembre 2004.



Aslambek Aslakhonov : général du ministère de l'Intérieur, député à la Douma, il est le conseiller du Président Poutine. Son expérience et son caractère pausé en font le personnage le plus populaire de la Tchétchénie.



Aslan Maskhadov (†) : colonel de l'armée soviétique, chef d'état-major de Doudaev, il est plus un opérationnel qu'un politique. Il devient, cependant, Président de la Tchétchénie en 1997 sans être autorisé à se représenter en 2003 contre Akhmad Kadyrov, son successeur. Il est tué par les russes en mars 2005.



Beslan Gantemirov : ancien maire de Grozny (1991-1993 et en 1995), fondateur de la garde nationale de Doudaev avant de passer dans le camp adverse. Il reste un chef de guerre craint et semble jouer un double jeu entre les indépendantistes et les loyalistes.



Boris Bérézovski : milliardaire et homme influent russe sous l'ère Eltsine. Tombé en disgrâce après l'arrivée de Vladimir Poutine, il est poursuivi par la justice russe pour son implication dans des malversations financières. Il vit en exil à Londres.



Chamil Bassaev : le plus célèbre des chefs de guerre, leader du bataillon abkhaze en Abkhazie (1992), acteur clé de la prise d'otages de Boudennovsk (1995). Ancien Premier ministre de Maskhadov, il reste le plus actif dans la région. Il a notamment revendiqué la prise d'otages de Beslan et serait à la tête d'un bataillon de martyrs de l'Islam.

Dmitriï Kozak : représentant plénipotentiaire du Président Poutine dans la région fédérale du Sud.



Djokhar Doudaev (†) : Président de la Tchétchénie de 1991 à 1996, premier tchéchène à accéder au grade de général de l'armée rouge. Il est éliminé par les forces russes en avril 1996.

Dokou Zavgaev : secrétaire du Parti communiste pour la république de Tchétchénie-Ingouchie en juin 1989, il est le chef du gouvernement tchéchène en 1995.

Iagari Mamodaev : homme d'affaires tchéchène d'abord au service de Doudaev puis contre lui.

Anatolii Koulikov : chef des forces russes en Tchétchénie en février 1995, puis ministre de l'intérieur.



Général Alexander Lebed (†) : négociateur des accords de paix de Khassaviourt en août 1996. Il devient ensuite gouverneur de la région de Krasnoïarsk. Candidat à l'élection présidentielle de 2004, il meurt en avril 2002 dans un « étrange » accident d'hélicoptère.

Pavel Gratchev : général et ministre de la défense russe de 1992 à 1996.



L'émir Khattab (†) : combattant islamiste, il fut le leader du radicalisme islamiste et wahhabite à partir de 1996. Son élimination par empoisonnement, en 2001, aurait été facilité par un mouchardage.

Malik Saïdoullaev : homme d'affaires, chef du Conseil d'Etat tchéchène créé durant la première guerre. Ses ambitions politiques dans la république ont été pour l'heure, sabrées par le Kremlin. Sa faiblesse réside dans le fait qu'il ne dispose pas d'une milice personnelle sur place.

Movladi Oudougov : ministre de l'information tchéchène sous Doudaev puis sous Maskhadov. Il vivrait retranché quelque part au Moyen-Orient et alimenterait les sites fondamentalistes tchéchènes.



Ramzan Kadyrov : fils d'Akhmad, il fait partie du gouvernement tchéchène actuel. C'est un opérationnel. Il est à la tête d'une milice et passe pour un sanguinaire aux yeux de la population.

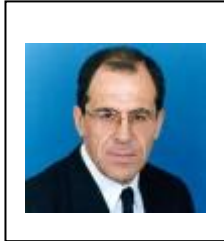


Rouslan Aouchev : ex-général de l'armée soviétique. Premier président d'Ingouchie en 1991, il est contraint à la démission par Poutine. Il fut un des seuls dirigeants de la région à accueillir de nombreux réfugiés tchéchènes et à prendre position en faveur d'un règlement négocié du conflit. Il fut également un des négociateurs lors de la prise d'otages de Beslan.

Rouslan Guelaev (†) : chef de guerre réputé sur le flanc Ouest jusqu'à son élimination en 2003.



Rouslan Khasboulatov : chef du parlement russe de 1991 à 1993, il se laisse dévorer par l'ambition en combattant à la fois Eltsine et Doudaev.



Sergueï Lavrov : ministre des affaires étrangères russes. Il fut avant sa nomination à ce poste, représentant permanent de la fédération de Russie à l'ONU.



Sergueï Stepachine : chef du contre-espionnage russe en 1995, Premier ministre de Boris Eltsine puis directeur de la Cour des comptes.



Viktor Tchernomyrdine : Premier ministre de Boris Eltsine en 1992, il négocia avec Chamil Bassaev durant la crise de Boudennovsk en 1995.



Vladimir Poutine : Apparatchik, il commence sa carrière fulgurante au KGB avant de devenir le bras droit d'Anatoli Soubtchak à la mairie de Saint-Pétersbourg. Il est appelé auprès de Boris Eltsine avant de devenir directeur du FSB en 1998. En août 1999, il est Premier ministre et devient président par intérim de la fédération de Russie au mois de décembre. Il est le successeur désigné de Boris Eltsine et est élu président au mois de mars 2000. Vladimir Poutine est un sportif accompli, parlant l'anglais et l'allemand couramment.



Zelimkhan Ianderbiev (†) : Président de la Tchétchénie par intérim en 1996 à la mort de Doudaev, il est l'homme des connexions avec le monde arabe. Il a été éliminé en 2003 au Qatar.